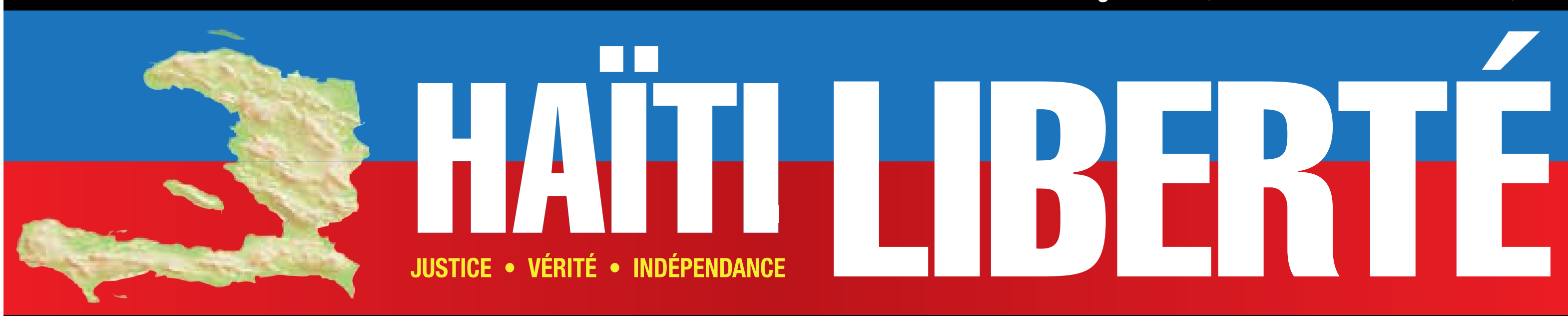
Vol 17 # 10 • Du 6 au 12 Septembre 2023
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ÉNIÈME MISSION DE LA CARICOM ?


Voir page 4

Rencontre de la délégation de la CARICOM avec le Premier ministre de facto Ariel Henry

QUELLE MANIPULATION GOUVERNEMENTALE!



Voir page 3

Avec le lancement du programme Multisectoriel pour l'Apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables, le Premier ministre Ariel Henry a subventionné les véhicules de transport en commun et d'encadrement des petites et moyennes entreprises

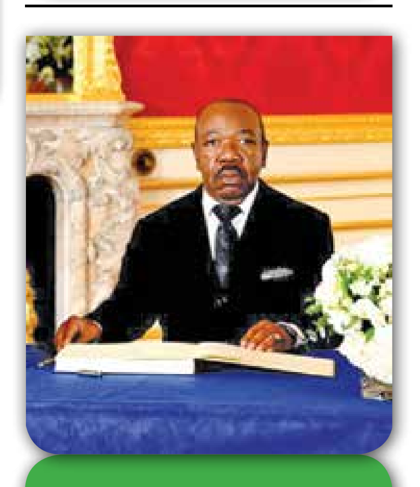


Dola ap bay gaz nan yon peyi san gaz
Page 6

The Open Eyes Foundation (FJKL) Is Not a Credible Human Rights Group (2)
Page 9



Pourquoi l'armée canadienne s'est opposée à l'intervention de Washington en Haïti
Page 7



Les 56 ans de règne de la famille Bongo sur le Gabon
Page 10-11



L'ONU tue à nouveau en Afrique
Page 17



Les larmes de crocodile ne masqueront pas la réalité !

Par Berthony Dupont

Qui n'est pas indigné du sort de la population haïtienne victime de la décomposition d'un pays aux institutions si faibles pour ne pas dire inexistantes ? Les tueries, les crimes individuels, les représailles délirantes, les pillages, les enlèvements démontrent l'existence d'une politique délibérée de destruction massive. Sous la fureur des gangs, la torture est une pratique généralisée. Elle n'épargne ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants et a entrainé le déplacement d'un nombre incalculable de la population.

Quand ce n'est pas Martissant ou Johnson André dit *« Izo »* qui fait la pluie et le beau temps au Village de Dieu, c'est le caïd Renel Destina alias *« Tilapli »* qui entend lui-même décimer les résidents de Carrefour-Feuilles. Comment oublier les délires et les crimes de Vitel'homme Innocent à Pernier, Tercelle et l'organisation meurtrière *400 Mawozo* de Joseph Wilson *(Lanmò Sanjou)* qui ne cesse de tourmenter les parages de Tabarre et de Croix des Bouquets.

Le désastre est particulièrement perceptible partout. Un pays défiguré, déchiré par le crime organisé, facilité par la corruption au sein de l'appareil d'Etat. Le Premier ministre de facto, Ariel Henry, doit assurer l'entière responsabilité de cette situation lamentable. D'ailleurs, en ne faisant rien pour essayer d'améliorer les choses, c'est comme si le gouvernement avait des intentions génocidaires caractérisées. Sous le diktat des puissances impérialistes, il donne l'impression de vouloir laisser les choses s'empirer pendant que se disloque le pays. Peut-il en être autrement, quand face à la terreur des gangs, aucun gage de sécurité n'est donné et que le pays se transforme en un champ de ruines?

Cette tragédie sanglante a causé la destruction de villages entiers, détruit des habitations, appauvri encore davantage certaines régions déjà très pauvres, notamment, l'Artibonite. Tout cela se fait dans l'indifférence totale des autorités qui, par leur mépris vis-à-vis de la population, se retournent la tête.

Pourtant, la pire des atrocités était à venir : celle qui finit par être le symbole de la complicité de l'Etat haïtien, quand une manifestation populaire a été massacrée de sang-froid par les forces criminelles à Canaan. Il n'y a qu'un seul mot pour décrire ce tableau épouvantablement triste et révoltant : la barbarie. L'indignation des travailleurs et de nombreux citoyens face au sort de la population et d'un pays plongé dans cette sorte de barbarie d'Etat est parfaitement légitime.

Pour cacher leurs irresponsabilités, les autorités accusent les victimes du fait d'aller affronter les criminels.

Les indignations manifestées par les instances gouvernementales et de l'appareil d'Etat réactionnaire relèvent, en réalité, de « larmes de crocodile ». Pourquoi tant de palabres et d'élucubrations et si peu d'action face à un tel massacre? Evidemment, partout où la loi du plus fort règne, non seulement l'ignorance et la brutalité s'exercent, mais aussi les instincts priment sur la raison.

C'est dans ce contexte, que le sinistre Jean Victor Généus, Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes a annoncé la fermeture de l'Église Bethesta ainsi que la suspension temporaire de sa licence de fonctionnement, tout en manipulant certaines familles des victimes à poursuivre le Pasteur Marco Izidor pour un quelconque dédommagement.

On ne s'étonne pas du manque de scrupules du régime maffieux de faire porter au pasteur la responsabilité du drame de Canaan, alors que les malfrats ont été épargnés de toute critique. On punit ceux qui ont osé braver le danger. On ferme l'église sans doute pour donner raison aux gangs, de sorte qu'ils contrôlent et occupent plus de territoires et terrorisent davantage la population. Car, tous les moyens sont bons pour se maintenir au pouvoir.

Ces appellations sont évidemment suspicieuses et participent sans l'ombre d'un doute à une campagne dont l'objectif est la justification des actes de terroristes. La logique se perpétue, plus les gangs chassent la population, plus il y a des tués et des blessés ; ce régime d'alliance PHTK-SDP-Fusion et autres espère rester au pouvoir toujours avec leur slogan « *Il ne peut y avoir d'élections dans l'insécurité* »

Cela montre que le gouvernement et son bras armé la police nationale n'a aucune volonté de lutter contre le banditisme et surtout l'entreprise de kidnapping. A force de mentir pour se racheter, la police nationale elle-même sombre dans le déshonneur et le ridicule. Il n'est pas sans importance de toujours rappeler que ces gangs criminels ont été créés, selon Vitel'homme Innocent, par le Secteur Démocratique Populaire, allié du régime en place, pour combattre le Président d'alors : Jovenel Moise.

Les choses sont pourtant claires, qu'on le veuille on non, seul le peuple haïtien peut s'en charger d'en finir avec ce fléau que les puissances impérialistes établissent pour garantir leur survie et leurs politiques de domination et de pillage de nos ressources nationales. Voilà pourquoi elles empêchent toutes formes de recours populaires contre ces criminels, ces monstres sanguinaires. Les vrais coupables et responsables du massacre de Canaan ne sont pas aux bancs des accusés. Hypocrites !

Jamais les larmes de crocodile ne masqueront la réalité !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quelle manipulation gouvernementale!



Ariel Henry lors de son discours de circonstance au lancement du programme Multi-sectoriel pour l'Apaisement




A la cérémonie de lancement du programme Multi-sectoriel pour l'Apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables, Ariel en a profité pour distribuer quelques, 3 027 cartes pétrolières, et environ 400 chèques de subventions


Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint Jean

Par Thomas Peralte

Le gouvernement de facto que dirige le Dr Ariel Henry vient de montrer un visage qui fait peur. Un loup insensible qui se comporte en agneau bienfaiteur. Tout cela rime à amadouer la population qui exige catégoriquement sa démission.

En effet, le mardi 5 septembre, alors que dans plusieurs endroits du pays, les masses populaires lui demandent de partir, Ariel le coquin, pour déjouer cette mobilisation de la même manière qu'il a manipulé jusqu'à acheter les syndicats de Transport de sorte qu'ils annulent la grève qu'ils avaient annoncée contre le pouvoir, vient de lancer sous l'égide du ministère du commerce et de l'industrie un programme bidon pour manipuler les naïfs, acheter les indécis. En fait, il joue sur la misère du peuple en lui offrant des miettes de façon à construire une image de bienfaiteur.

Par son « programme Multi-sectoriel pour l'Apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables », Ariel subventionne les véhicules de transport en commun et d'encadrement des petites et moyennes entreprises. Ce programme selon le menteur professionnel *« est de parvenir à l'amélioration des conditions de vie des couches marginalisées de la population et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. »*

Ainsi, Ariel en a profité pour distribuer juste quelques, 3 027 cartes pétrolières, et environ 400 chèques de subventions pour venir en aide à la population pauvre du pays. Quelle aberration !

Ariel a fait savoir que : « chaque Ministère, chaque direction, chaque service du gouvernement se doit de s'investir pleinement, et, aujourd'hui plus que jamais, dans cette œuvre de régénération nationale que nous sommes en train d'entreprendre à travers le « programme Multi-sectoriel pour l'Apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables ». Il nous faut, coûte que coûte améliorer nos capacités à renforcer la résilience des petites entreprises qui ont été affaiblies par les catastrophes naturelles et à redresser toutes celles dont la violence de l'instabilité a rendu aujourd'hui inopérante. »

« La promotion de l'entreprenariat, de l'accès au crédit de proximité et de l'inclusion financière, à la grandeur du territoire national est aujourd'hui un devoir auquel toutes les entités de mon gouvernement se doivent d'accomplir. C'est à la recherche de résultats salutaires pour l'ensemble de notre communauté et pour l'avenir de notre pays que nous lançons collectivement par la mise en œuvre de la Subvention Pétrolière ciblée et du volet d'encadrement des entreprises du « programme multi-sectoriel pour l'Apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables » a déclaré Ariel Henry.

Pour se faire des louanges, le Premier ministre a écrit sur son compte Tweeter *« Le gouvernement que je dirige, avait dit qu'il aidera les gens qui sont dans une mauvaise situation. Et il ne se contente pas de le dire, mais il le met en pratique. Nous soutiendrons les gens qui ont une petite entreprise, qui sont honnêtes, qui recherchent une vie de bon citoyen et qui sont en difficulté. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. »*

Dans la même veine, son ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint Jean, a pour sa part a avancé que *« la carte pétrolière qui est dans une phase de test est dotée d'un montant de 15 200 gourdes à l'intention des chauffeurs de véhicules de transport en commun. Il indique que les résultats escomptés ne seront pas atteints tout de suite mais le gouvernement entend poursuivre le programme dans le but de distribuer 100 000 cartes. »*

Selon Saint-Jean : le processus s'est déroulé en toute transparence, touchant des secteurs comme achat et vente, services, agro-industrie, construction. La subvention devrait au maximum être fixée à 500 000 gourdes. Le secteur agriculture ou agro-industrie a reçu entre 350 et 450 000 gourdes. Le secteur service est compris entre 200 et 250 000 gourdes. Le secteur construction entre 300 et 350 000 gourdes et le secteur service entre 100 et 150 000 gourdes.

Selon Ariel *« cette aide à la population va créer un environnement de paix, de sécurité et d'espoir de lendemains meilleurs pour la population »*. Mais depuis quand soutenir une poignée de gens, signifie aider la population haïtienne en général ?

Enième mission de la CARICOM ?



De gauche à droite les anciens Premiers ministres Perry Christie des Bahamas, Bruce Golding de la Jamaïque et Kenny Anthony de Sainte Lucie

Par Isabelle L. Papillon

Dans la soirée du lundi 4 septembre 2023, une nouvelle délégation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) est arrivée à Port-au-Prince, Haïti pour servir de médiateurs dans la crise multidimensionnelle haïtienne. Elle est composée d'anciens Premiers Ministres tels que : Kenny Anthony de Sainte Lucie, Bruce Golding de la Jamaïque et Perry Christie des Bahamas et l'ambassadeur trinidadien Colin Granderson.

Il s'agit de la deuxième visite en deux mois de la délégation de la CARICOM qui, à la mi-juillet, n'est pas parvenue à un accord entre les politiciens haïtiens et les dirigeants de la société civile.

Cette fois-ci, la délégation est venue avec des propositions essentielles dans ses valises, à savoir : la recomposition du Haut Conseil de Transition (HCT), la réforme constitutionnelle, la question de la sécurité et l'établissement d'un gouvernement de salut public pour ne citer que celles-là. Et ces points seront discutés avec le Premier ministre de facto Ariel Henry, les membres du Haut Conseil de la Transition, les principaux signataires de la déclaration de Kingston, les partis du Collectif du 30 janvier et autres personnalités de la société civile et des représentants du secteur privé.

La question à se poser, est-ce que la CARICOM finira par faire accepter sa proposition d'Accord pour essayer de convaincre les récalcitrants de la politique haïtienne à débloquer la situation de crise que vit le pays? Nous ne le pensons pas !

Tout le temps, ce sont les puissances internationales qui dictent la politique à suivre aux haïtiens. Aucune solution ne sera trouvée puisque les protagonistes n'ont que deux objectifs prioritaires : défendre leurs intérêts personnels et ceux des puissances impérialistes pour lesquelles ils travaillent.

Nous serions énormément étonnés si un véritable consensus pourrait se réaliser entre ces individus de la classe politique traditionnelle qui n'ont qu'un seul souci à mieux servir les intérêts impérialistes au détriment du peuple qui souffre de tous les maux, de toutes les misères créés par la domination étrangère.

L'avenir du pays est le cadet des soucis de cette classe d'hommes et de femmes corrompus jusqu'aux os qui, depuis plus de trente ans dirigent les destinées d'Haïti. Au lieu d'offrir un changement au peuple, on l'a effondré de préférence, de sorte que c'est toujours cette poignée de la petite bourgeoisie antinationale, anti patriotique qui occupe indéfiniment les rennes du pouvoir.

Tous s'allaitent à la mamelle de l'impérialisme américain et n'ont aucune différence fondamentale. La preuve est palpable, alors qu'ils critiquent le régime du PHTK 3ème version avec Ariel Henry et le Secteur Démocratique Populaire (SDP) et pourtant le PHTK fait parti du Collectif des partis politiques du 30 Janvier et également des signataires de la déclaration de Kingston. Tandis qu'ils collaborent avec le PHTK de Martelly que préside Liné Balthazar, ils font semblant de l'isoler. N'est-ce pas une façon de créer la confusion, de bafouer les masses populaires.

Par ailleurs, la délégation aura la chance de rencontrer les membres du Collectif des partis politiques du 30 Janvier regroupant le PHTK, Pitit Desalin, GREH, l'OPL, Unir-Haïti, LAPEH et MOPOD et également ceux des signataires de la déclaration de Kingston, le mercredi 6 Septembre 2023 dont Fanmi Lavalas et les membres de l'Accord de Montana.

En un sens, ces rencontres sous le label de résoudre la crise haïtienne soit à travers les Nations-unies, soit l'OEA, soit la CARICOM ne sont que pour la consommation internationale, de façon à faire croire qu'on veut aider Haïti à sortir de l'abîme. Et pourtant, c'est bien le contraire, puisque ce n'est pas la première fois qu'on assiste à ces genres de scénario d'appel à la nécessité d'un dialogue et de compromis pour résoudre la crise.

Et le résultat final est bien là, la crise ne fait que s'empirer !



Ariel Henry salue l'ancien Premier ministre Kenny Anthony de Sainte Lucie



Moise Jean-Charles de Pitit Desalin et Liné Balthazar du PHTK



Forum haïtien à Kingston, Jamaïque



Des membres de la classe politique haïtienne au forum de la Jamaique

L'administration Biden coupe et fuit Haïti

Par Amy Wilentz*



Les habitants évacuent Port-au-Prince, Haïti, alors que la violence des gangs continue de sévir dans la ville. (Richard Pierrin / AFP via Getty)

Après plus d'un siècle qui a saigné le pays, installé et encouragé des dictateurs corrompus et supprimé la démocratie, le gouvernement américain conseille désormais aux Américains de fuir.

Nous pourrions commencer par la liste des violations flagrantes des droits de l'homme et des massacres qui ont eu lieu en Haïti au cours des dernières semaines, mais ils sont si nombreux que le récit- de quartiers décimés, d'enfants kidnappés et tués, de massacres perpétrés, de maisons et d'entreprises brûlés, des femmes et des filles violées, des journalistes et d'autres commentateurs virulents assassinés, des biens volés, des vies détruites, des familles devenues sans abri - est devenu trop familier et même ennuyeux pour ceux qui ne regardent pas de près et qui n'ont pas d'abord vécu ce qui se passe là-bas ou par l'intermédiaire de parents et d'amis. Les mauvaises nouvelles persistantes entraînent les gens à la tragédie.

Haïti est en effet maudit, mais pas, comme le regretté Pat Robertson l'a affirmé un jour, parce que ses dirigeants révolutionnaires ont conclu « un pacte avec le diable », mais parce qu'il a un voisin au nord qui a exploité ses ressources, a créé un gouvernement haïtien qui dirige sur la corruption, a contribué à détruire l'économie agricole idiosyncratique mais viable du pays (aujourd'hui disparue depuis longtemps), et a imposé puis s'est mêlé d'élection après élection, arrachant un dirigeant populaire ici et en dévastant un autre là, tout en donnant du pouvoir aux pires, et en sapant simultanément la croyance des Haïtiens dans élections démocratiques.

Cette relation déséquilibrée et dépravée a commencé avec la révolution esclavagiste réussie d'Haïti qui a éclaté en 1791. La montée au pouvoir de la population autrefois esclave a été considérée à la fois comme un affront et une menace pour le voisin esclavagiste du nord du pays. Depuis lors, ces relations malsaines et destructrices se sont poursuivies sans relâche, le peuple haïtien étant laissé souffrir du mal provoqué par ses dirigeants et ses maîtres étrangers.

Et non, je n'exagère pas le rôle que la France puis les États-Unis ont joué dans le sort d'Haïti, et que les États-Unis en particulier jouent encore aujourd'hui. Les gens pensent : « Haïti… quel est le problème ? Pour quoi se battent les gangs et ceux qui les dirigent ? Pourquoi les États-Unis s'en soucient-ils ?

Il n'est pas surprenant qu'ils se battent pour l'argent et pour savoir qui a accès aux nombreuses façons d'en gagner. Beaucoup d'argent peut être gagné et a été gagné en contrôlant Haïti. Tout d'abord, si vous avez des relations en Haïti, vous n'êtes pas obligé de rivaliser pour obtenir des parts de marché. Ainsi, vous pouvez fournir, disons, tout le ciment du pays. Très lucratif. Par ailleurs, l'État a été presque entièrement privatisé. Vous pouvez gérer des réseaux et des fournisseurs de communications. Vous pouvez gérer le système énergétique de l'État (aujourd'hui quasiment disparu, en raison de batailles intestines et du manque de maintenance).

Si vous dirigez le gouvernement ou êtes « adjacent au gouvernement », vous pouvez facturer des taxes dans les ports et les douanes qui vont dans vos propres poches, et non dans les coffres de la nation. Idem pour les marchés quotidiens autrefois gigantesques et en roue libre du pays. Vous pouvez également importer des produits de contrebande, comme des armes et de la drogue, et exiger des frais énormes pour ce service. Vous pouvez contrôler l'exploitation minière à la campagne, notamment l'or, l'argent, le cuivre et l'iridium. Vous pouvez gérer le commerce du sucre, les brasseries ; vous pouvez gérer le système de loterie très précieux. Vous pouvez faire partie d'un système de trafic de drogue d'un cartel, qui utilise Haïti comme station de transbordement de drogues à destination des États-Unis et d'ailleurs. Vous pouvez voler les 2 milliards de dollars accumulés lorsque le Venezuela a subventionné les importations de pétrole haïtien, dont la totalité était censée servir aux programmes sociaux haïtiens mais qui a étrangement disparu – une longue histoire.

En raison de l'impasse au pouvoir créée lorsque le président Jovenel Moise a été assassiné en juillet 2021 – un meurtre macabre et bien organisé pour lequel personne en Haïti n'a encore été inculpé (bien qu'un tribunal américain ait condamné un personnage à la prison à vie) – le pouvoir Les demandeurs d'asile au sein du gouvernement et des cercles politiques et économiques se disputent le butin laissé sans surveillance. Cette compétition a mis en lumière diverses divisions au sein de la classe politique et transformé le pays en un véritable champ de bataille où les bandes armées de chaque faction rivalisent avec les autres pour l'hégémonie. Comme le dit un de mes amis haïtiens : « Les acteurs politiques ont besoin des gangs. Le problème est systémique. (En passant, les armes et les munitions arrivent principalement en Haïti via Miami, où l'embargo américain sur ce type de commerce avec Haïti n'a pas réussi à endiguer le flux.)

Au cours des deux dernières semaines, les gangs ont vidé un quartier important de Port-au-Prince, et des rumeurs inquiétantes sur les réseaux sociaux haïtiens ont rapporté que les récentes attaques intensifiées s'étendraient bientôt aux banlieues verdoyantes plus bourgeoises de la capitale. Par ailleurs, le gouvernement américain a conseillé mercredi à tous les citoyens américains de quitter le pays le plus tôt possible, allant même jusqu'à demander aux gens de réserver immédiatement leurs places sur les vols et d'être prudents aux approches de l'aéroport, en raison de l'activité des gangs et listant les compagnies aériennes avec disponibilité. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir le 15 septembre pour examiner une résolution d'intervention en Haïti.

Tout cela a conduit les Haïtiens qui observent le scénario à supposer que la récente escalade des activités des gangs a été programmée pour influencer la réunion du Conseil de sécurité, au cours de laquelle le gouvernement haïtien, tel qu'il est, espère qu'une intervention sera approuvée. Selon cette idée, plus la violence est grave, plus l'intervention est probable. Depuis des mois, pense-t-on, c'est pour cette raison que les activités des gangs se sont intensifiées.

Une récente visite visant à évaluer la logistique d'une proposition de mini-force d'intervention dirigée par le Kenya et composée de 1 000 policiers de ce pays, une idée soutenue par les États-Unis, s'est terminée par une proposition selon laquelle les Kenyans protégeraient les aéroports, les ports, les infrastructures énergétiques et de communication, et d'autres bâtiments gouvernementaux importants, sans s'engager délibérément avec les gangs. Cependant, bon nombre des sites jugés dignes de protection sont soit déjà aux mains de gangs, soit entourés d'activités de gangs.

Naturellement, de nombreux Haïtiens qui ont souffert sous le régime des gangsters espèrent également une intervention extérieure, même si cela va à l'encontre du sentiment national en Haïti, où l'homme blanc n'est pas considéré avec respect, encore moins de crédulité, et où l'indépendance la règle extérieure est appréciée.

Les Haïtiens partent du principe qu'une intervention ne sera pas bonne pour eux, mais qu'elle sera peut-être meilleure que ce qu'ils ont actuellement, ce qui est – encore une fois, littéralement – pire que rien. Le meilleur que j'ai entendu dire par un Haïtien sur la possibilité d'une intervention étrangère est celui-ci : « Une intervention sans un véritable gouvernement de transition [c'est-à-dire, un gouvernement qui n'est pas immédiatement disqualifié par la participation du premier ministre de facto Ariel Henry et de ses conseillers] ne fera que consolider et légitimer le gouvernement actuel. Les gangs se replieront temporairement, prêts à contrôler les électeurs le moment venu.

Pour Haïti, la présidence Biden a été un échec total. Un président qui, dans les années 1990, avait déclaré à l'animateur de talk-show Charlie Rose que cela n'aurait pas d'importance si Haïti (et par déduction, tous les Haïtiens) disparaissait sous la mer semble avoir poursuivi cette ligne de pensée. Au cours de sa première année en tant que président, Biden a expulsé plus de 20 000 réfugiés haïtiens, soit plus que les trois présidents réunis avant lui. Les vols d'expulsion ont diminué en 2023, bien que l'administration ait renvoyé 55 Haïtiens vers Haïti en août, malgré un avis d'interdiction de voyager du Département d'État à l'intention des citoyens américains.

Dans le même temps, l'administration Biden a proposé un programme d'immigration spécial aux Haïtiens (appelé « libération conditionnelle humanitaire », pour une raison quelconque), ainsi qu'aux Cubains, aux Nicaraguayens et aux Vénézuéliens – le choix des pays autorisés à y participer est éclairant. Un passeport haïtien, un sponsor américain et une vérification des antécédents sont requis, et si ces conditions préalables sont remplies, un certain nombre d'Haïtiens seront autorisés à venir aux États-Unis pour une période de deux ans « pour des raisons humanitaires urgentes ou pour un intérêt public important ». »

De toute évidence, ces exigences limitent le type d'Haïtiens susceptibles de recourir au programme, tout en exacerbant la fuite des cerveaux qu'Haïti a constamment connue au cours de la dernière décennie, due à une mauvaise gestion haïtienne soutenue et dominée par les États-Unis. En outre, de nombreux policiers haïtiens dont la présence est cruellement nécessaire à Port-au-Prince et ailleurs pour lutter contre le régime des gangs ont déjà profité de l'occasion pour quitter le pays dans le cadre du programme spécial de Biden. Les 11,5 millions d'habitants restants d'Haïti sont livrés à eux-mêmes. (Ce programme fait également l'objet de la colère anti-immigration du GOP, et son sort pourrait bien être décidé par un tribunal du Texas, dans une affaire qui sera jugée cette semaine.)

Ce qui est certain, c'est que beaucoup plus de personnes mourront alors qu'Haïti attend trois résultats possibles après la prochaine réunion du Conseil de sécurité de l'ONU :

1. Une intervention sanctionnée par les États-Unis et l'ONU qui tentera de stopper les déprédations des gangs au moins momentanément, pendant que les préparatifs pour des élections simulées se poursuivent. Ou…

2. La fin du soutien américain et onusien au Premier ministre de facto et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement intérimaire démocratique soutenu par des acteurs internationaux, ce qui pourrait conduire à des élections équitables. Ou…

3. (De loin le plus probable) : Rien.

Suivie par une nouvelle destruction de la culture, des infrastructures et de la population d'Haïti. Et de la nation elle-même, tandis que le monde regarde – non pas avec horreur et consternation, mais avec un dégoût acquiescé.

***Amy Wilentz,** rédactrice en chef de Nation et membre du Guggenheim, est l'auteur de The Rainy Season: Haiti Since Duvalier ; Adieu, Fred Voodoo : Une lettre d'Haïti ; et le roman Martyrs' Crossing ; entre autres livres. Elle enseigne le journalisme littéraire à l'Université de Californie à Irvine.

The Nation
1er Septembre 2023

Enfliyans mantalite kolonyal la

Avèk 1804, sistèm kolonyal la disparèt ofisyèlman an Ayiti. Li disparèt men eske li detwi nèt? Aprè 1804, menm jan avèk mò ki genyen anpil enfliyans nan imajinasyon Ayisyen, eske yon kolonyalis pisan pa ta pral manifeste l nan tout jwenti sosyete Ayisyen an?

Jiskaprezan nou poko kapab fè yon kritik sistematik sou esans sistèm kolonyal la an Ayiti. Epoutan se yon bagay ki parèt senp, sistèm kolonyal la se sistèm restavèk: Metwopòl se mèt, Koloni se domestik ni plis, ni mwens. Oubyen yon nonm lib, oubyen li se esklav e se konsa Desalin te poze altènativ la Lakrètapyewo.

Fè sa kolon an vle ou fè…! Sa se esans lojik mèt la ki vle kenbe w nan lesklavaj, se prensip sistèm kolonyal la. Sendomeng, esklav te konn pwodui sa Lafrans mande pou kolon yo pwodui. Se pat kolon yo, se pat negosyan yo ki te tabli Sendomeng ki te konn deside sa pou esklav yo fè e menm lò kolon yo te gen dwa deside, yo te aji an fonksyon enterè Lafrans. Oryantasyon ekonomik Sendomeng te sòti Lafrans, finansman aktivite ekonomik Sendomeng te soti an Frans ak tout materyèl teknik pou travay tè. Kòd onbilikal la te sèvi alanvè, se pa Metwopòl la ki t ap nouri koloni an, se pitit la ki te twouve ap nouri manman li. Sa ki te pi fò a pat bay pi fèb lan anyen jan sa fèt ant yon manman ak yon pitit nan vant li.Se nan kad sa a, nan kad rapò Metwopòl ak Koloni an, nou kapab konprann mantalite ki enstale nan Peyi Ayiti aprè

1804.

Andre Telson

Dola ap bay gaz nan yon peyi san gaz



Nan dosye ekonomi, peyi a se yon kalvè ti mas pèp la ap monte. Tout pwodui premye nesesite yo monte tèt nèg. Lavichè sispann taye banda, li kareman pran plas banda a menm. Pri gaz ki pa janm disponib lan ki double a gen konsekans tètchaje sou ekonomi peyi a.

Pandan rate gaz la ap pèsiste, dola ameriken an ap lage sanmilalè. Malere pa fouti manyen 1 grenn dola. To referans BRH la prèske atenn 150 goud pou yon dola meriken. Nan lari a se prèske 160 goud. Nan yon pwodui kip a pwodui prèske anyen, ak ki mwayen senp sitwayen ap rive konsome kichòy nan sitiyasyon sa pou 2023 a ?

N ap raple, gouvènè bank santral la, Jean Baden Dubois toujou pa di ki kote 150 milyon dola li te pwomèt l ap enjekte sou mache a pou pèmèt goud la rale yon ti souf avan mouvman « Bwa Kale a » pase. Je nan je, leta ap gade pèp la k ap soufri. Pyès moun pa dwe pèsonn esplikasyon.

Filisner Dieujuste
Balistrad 24 janvier 2023

Koloni ki bay pi bon rannman sou latè a

Pandan peryòd esklavaj la, Ayiti te sitèlman gen richès, yo te rekonèt Cap-Français, pi gran vil li a, sou ti non "Pari Antiy yo." Te gen plizyè libreri la, kèk ti restoran, bèl jaden flè, bèl plas piblik ak kèk bèl jè dlo. Teyat ki te rele Comédie du Cap la te kab pran 1,500 moun epi yo te fè 200 prezantasyon ladan pa ane, anpil ladan yo te soti Pari dirèkteman. Yo te fè kèk bal nòmal ak kèk gran bal. Pou yon moun te lwe yon kay ki kouvri ak seramik, ak bèl mi pentire an blan ak bèl lakou, sa te koute kat fwa plis pase yon apatman nan premye etaj nan mitan Pari epòk sa a, dapre istoryen John Garrigus. Pò vil la k ap toufe anba fatra kounye a te chaje ak bèl bato a vwal.

Tout bagay sa yo pase rapid. Koloni sa a ki te nan mòn nan, ki te kache nan pati lwès lil Ispanyola a, Lafrans te kolonize li pi ta pase tout rès Karayib la. Sepandan nan mwens pase 100 lane, plantasyon l yo te pwodui plis sik pou voye ann Ewòp. Se jis nan fen ane 1730 yo koloni an te kòmanse plante kafe nan mòn Dondon yo, kote Madan Present ap fè kilti latè jis jounen jodi a.

Distans fen ane 1780, koloni Sen Domeng pou kon pa li te absòbe 40 pou 100 tout komès esklav trans-Atlantik la. Anpil afriken yo te kidnape te mouri apre kèk ane apre yo te fin pran yo sot nan kal yon batiman ki te chaje ak moun epi ki te sal pou yo al tanpe yo ak non oubyen ak inisyal nouvo mèt yo.

Sa ki pa t mouri pandan vwayaj la se te 90 pou san tout popilasyon nan koloni an, yo te kenbe yo grangou, yo te fatige yo, epi yo te fè yo gwo abi pou kontwole yo. Yon pakèt gwoup kolon reyini sou youn nan bèl plas piblik ki sou lil la pou yo gade esklav yo boule tou vivan oswa moun y ap kraze, zo pa zo, sou yon gwo wou.

Pinisyon kriminèl yo te sitèlman komen yo te gen ti non pou yo tankou "kat poto" oswa "nechèl," dapre sa istoryen yo ekri. Yo te menm gen yon teknik kote yo plen anndan yon esklav ak poud bal pou yo kab esploze li tankou yon boulèt kanno. Yo te rele sa boule "yon ti poud nan bouda" dapre esplikasyon istoryen fransè Pierre de Vaissière, ki te fè konnen enfòmasyon sa a soti nan lèt yon kolon an 1736.

Bawon de Vastey yon ofisye gouvènman an nan pati Nò Ayiti nan travay li te fè an 1814, Dekouvèt Sistèm Kolonyal la, te poze tèt li kesyon sa a: "O tè mwen an, èske gen okenn lòt tè sou planèt sa a ki pi benyen nan san moun pase tè sa a?"

Etan l ap site non mèt plantasyon yo ak administratè yo, li ekri: "Se yon wont pou Lafrans, pa gen youn nan bandi sa yo ki sibi menm yon ti pinisyon pou krim li komèt yo."

Lafrans te vin kreye lwa ki pi fèm ki anpeche yo rache moun oswa touye moun ki esklav yo nan ane 1780 yo. Se te yon siy ki montre jan kèk mèt plantasyon pa t kache jan yo te vin mechan. Kèk ane pi ta, gen 14 esklav ki soti sou yon plantasyon kafe byen lwen ki te fè yon vwayaj long pou y al nan tribinal Cap-Français pou yo teste nouvo lwa yo. Mèt yo, yon plantè rich ki te rele Nicolas Lejeune, te maltrete 2 medam anketè te jwenn mare anba chenn, pye yo te gen mak boule. Yo mouri yon ti tan apre sa. Malgre sa, yo te bay Lejeune libète l.

Dapre sa istoryen Malick Ghachem ekri, Lejeune ekri pwokirè a: Sèl bagay ki pou anpeche "yon esklav ponyade mèt li" se "tout pouvwa mèt la gen sou esklav la." Li ajoute: "Wete baryè sa a, w a wè esklav yo pral eseye tout bagay."

Twazan apre sa, esklav Sen Domeng yo revòlte yon jou swa nan mwa d out, yo kòmanse pi gran rebelyon esklav nan listwa, dapre kèk istoryen.

Pa gen anpil enfòmasyon konsènan sa k te pase nan premye jou revolisyon an. Gen yon esklav ki te di, petèt pandan y ap tòtire li, te gen yon reyinyon sekrè ki te fèt nan yon rak bwa, te gen 200 lòt moun ki sot toupatou nan Nò ki te la. Pi ta, pandan yon seremoni, rebèl yo pran angajman pou yo detui moun ki t ap maltrete yo ak tout zouti yo te gen a dispozisyon yo.

Rebèl yo te fè batay sa a ak nenpòt sa ki te kab sèvi kòm zam ki te vin anba men yo oswa nenpòt sa yo te kab fè tounen zam. Sa k te mache pi byen pou yo, se te sèvi ak dife pou yo boule plantasyon kann ak kay ki te sou plantasyon yo. Lafimen nwa te anvayi Cap -Français. Lafimen an te fè syèl la klere tankou apre solèy la fin kouche nan nò planèt la, dapre yon chirijyen fransè.

Pourquoi l'armée canadienne s'est opposée à l'intervention de Washington en Haïti

Par Yves Engler

L'armée canadienne ne veut pas des missions excédentaires de l'Empire américain. Ils veulent jouer avec les grands ; ils veulent des déploiements « sérieux ». Le problème est que ceux qui dirigent l'empire veulent qu'ils aillent en Haïti.

Dans un article expliquant pourquoi Anita Anand a été démis de ses fonctions de ministre de la Défense lors du récent remaniement ministériel, le journaliste de Ottawa Citizen, David Pugliese, a confirmé que l'armée canadienne avait mis le dernier poignard dans le cercueil de la tentative de Washington pour que le Canada dirige une mission en Haïti. Le bureau du premier ministre étant disposé à poursuivre les discussions sur le sujet, le chef d'état-major de la Défense, Wayne Eyre, a déclaré à Reuters que l'armée n'avait pas la capacité d'effectuer une mission en Haïti quelques jours avant que le président Joe Biden n'insiste sur le sujet lors d'une visite à Ottawa en mars.

Selon Pugliese, « les initiés de la défense disent en privé que les Américains étaient furieux que leur demande ait été rejetée ». (Anand s'est apparemment rangé du côté des dirigeants militaires sur Haïti et a poussé à une forte augmentation des dépenses de « défense », au grand dam du bureau du Premier ministre.)

À première vue, la décision d'Eyre semble contredire l'idée selon laquelle l'armée canadienne est l'une des plus pro-américaines du Canada, mais ce n'est pas vraiment le cas. La résistance à la mission en Haïti reflète la puissance de l'institution ainsi que ses relations complexes avec l'impérialisme américain, le maintien de la paix et la nation des Caraïbes.

Bien que proches de leurs homologues américaines, les militaires canadiens ne veulent pas des missions secondaires de Washington. Ils veulent des déploiements agressifs, plus voyants, axés sur l'OTAN (ou sur la Chine). Les tensions au sein et entre les appareils militaires et de politique étrangère au sujet des déploiements de l'ONU et de l'OTAN existent depuis longtemps. L'armée canadienne a participé à des missions de l'ONU grossièrement impérialistes, incitées par les États-Unis, comme aider à l'assassinat de Patrice Lumumba et au renversement de Jean-Bertrand Aristide. Bien que plus bénigne, la mission de maintien de la paix la plus célèbre du Canada en Égypte en 1956 a été initiée par Washington (pour dissimuler les divisions au sein de l'OTAN à propos de l'invasion britannique, française et israélienne). Mais l'armée canadienne préfère généralement les missions de puissance dure.

Dans les années 2000, l'armée considérait l'Afghanistan comme un moyen d'affirmer sa bonne foi en matière de guerre. Comme l'a déclaré le chef d'état-major de la Défense, Rick Hillier : « *Nous allons en Afghanistan pour éliminer ceux qui tentent de faire exploser des hommes et des femmes… nous ne sommes pas la fonction publique du Canada, nous ne sommes pas simplement un autre ministère… Nous sommes les Forces canadiennes et notre travail consiste à être capable de tuer des gens.* »

En d'autres termes, alors que l'armée veut des missions de guerre « glorieuses », Ottawa et Washington veulent une force qui remplisse également d'autres fonctions, comme celle de maintenir l'ordre dans les parties « moins importantes » de l'empire.

Un an après qu'Ottawa ait officiellement refusé de se joindre à la « coalition des volontaires » de l'administration George W. Bush – les troupes canadiennes ont en fait participé de plusieurs façons à l'invasion de l'Irak en 2003 – 500 Canadiens ont envahi Haïti pour aider à renverser Aristide et des milliers d'autres élus. L'ancien ministre des Affaires étrangères Bill Graham a expliqué : « *Le point de vue des Affaires étrangères était qu'il y avait une limite à ce que nous pouvons constamment dire non aux maîtres politiques de Washington. Tout ce que nous avions, c'était l'Afghanistan à saluer. Dans tous les autres dossiers, nous étions hors-jeu. Finalement, nous nous sommes ralliés à Haïti, nous avons donc eu une autre flèche dans notre carquois.* »



Forces spéciales canadiennes à l'aéroport de Port-au-Prince après le renversement d'Aristide le 29 février 2004

Alors que les troupes américaines et françaises se sont retirées lorsque la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a été créée trois mois plus tard, les soldats canadiens sont restés six mois. Par la suite, les Canadiens ont accédé à des postes d'autorité au sein de la MINUSTAH et le Canada a dirigé la partie policière de 1 500 personnes de la force de l'ONU.

Haïti a été à plusieurs reprises un site d'échanges impériaux entre les États-Unis et le Canada. Au milieu des années 1990, Washington a pressé Ottawa de former l'épine dorsale de la force de l'ONU chargée de professionnaliser l'armée haïtienne et de créer une force de police distincte. Lors du sommet de l'OTAN de 1996, le premier ministre Jean Chrétien a été filmé dans un microphone ouvert en train de dire : *« il [les États-Unis] Le président Bill Clinton] se rend en Haïti avec des soldats. L'année suivante, le Congrès ne lui permet pas d'y retourner. Alors il me téléphone. D'accord, j'envoie mes soldats, et ensuite je demande quelque chose en retour. »*

Il faut être prudent lorsqu'on refuse une demande du Parrain. Mais même s'il n'a pas annoncé de troupes, le gouvernement Trudeau a soutenu les efforts de Washington en faveur d'une intervention en Haïti. Ottawa a pressé les pays des Caraïbes d'intervenir, ce qui a incité la Jamaïque et les Bahamas à s'engager. Récemment, Ottawa a cherché à convaincre Paul Kagame de déployer des forces rwandaises, et le Kenya a annoncé qu'il enverrait 1 000 policiers pour diriger une force multinationale. Ottawa a travaillé en étroite collaboration avec le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, sur Haïti. Dans une lettre de 12 pages adressée au Conseil de sécurité publiée le 15 août, António Guterres a appelé à la création d'une force multinationale comprenant « des forces spéciales de police et des unités de soutien militaire » pour combattre les gangs.

Comme le professeur haïtiano-américain Jemima Pierre l'a souligné sur Twitter : « *Un autre pays a-t-il été envahi en raison d'un problème de gangs ?* » Une cinquantaine de groupes haïtiens ont récemment appelé l'Union africaine à s'opposer à toute intervention étrangère. Beaucoup ont également fait appel à la Russie et à la Chine, qui disposent de leur droit de veto, pour s'opposer à une résolution du Conseil de sécurité approuvant une mission de l'ONU.

Même si un déploiement majeur semble peu probable, il est toujours possible qu'un nouveau ministre de la Défense envoie un petit contingent de Canadiens en Haïti. Il faudrait s'y opposer.

Cet article a été publié pour la première fois sur le site d'Yves Engler.

De Jamaïque à Trinidad et Haïti, mission impossible pour la CARICOM!



Les dirigeants de la CARICOM sont-ils engagés dans une mission impossible en Haïti ?

Par Catherine Charlemagne

(1ère partie)

Dans la crise politique post-Jovenel Moïse, la Communauté internationale, notamment, sa branche caribéenne, la CARICOM, demeure un acteur majeur dans la recherche de solution entre les haïtiens. Après Bahamas, Jamaïque, Trinidad-et-Tobago puis une première Mission en Haïti en juillet 2023, la CARICOM avait annoncé une nouvelle Mission à Port-au-Prince. Les « Éminentes personnalités » de la CARICOM doivent séjourner du 4 au 10 septembre en Haïti. Cette décision a été prise après une nouvelle rencontre virtuelle ayant eu lieu le mardi 1er août 2023 via l'Application Zoom avec l'ensemble des acteurs de la crise haïtienne. A la suite de cette énième réunion, le Canada, tout comme le chef de file du dossier, les Etats-Unis d'Amérique, se sont prononcés.

Depuis Toronto où il était en visite, le Premier ministre Justin Trudeau paraissait de plus en plus agacé et perdre patience avec les acteurs politiques haïtiens face aux journalistes *« Ça fait trois décennies qu'on est là en Haïti à différents moments pour aider à contrer la violence, l'instabilité politique et une situation humanitaire épouvantable. On se retrouve quand même, maintenant, dans une situation qui est parmi les pires qu'on n'ait jamais vues malgré trente ans d'appui et d'investissements »* disait-il. De son côté, Washington, par la bouche de son Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, presse les uns et les autres engagés dans la crise à trouver une voie de sortie. *« Les États-Unis appellent les parties prenantes haïtiennes à prendre des mesures urgentes pour élargir le consensus politique et restaurer l'ordre démocratique, conformément à la Charte démocratique interaméricaine »*, insiste le chef du Département d'Etat. Concernant la délégation de la CARICOM qui est actuellement en Haïti, elle fait suite, en somme, à la première Mission qui n'avait rien donné qui, elle-même, avait été réalisée après l'échec retentissant de la Jamaïque. En clair, l'objectif de ces Envoyés spéciaux de la CARICOM dans la capitale haïtienne reste le même que celui de Kingston comme l'a reconnu un membre des parties prenantes.

« C'est le même processus de la Jamaïque. Les émissaires vont faire pression pour obtenir un Accord avant le 15 septembre. En même temps, le Premier ministre aimerait avoir quelque chose entre les mains avant de se rendre à l'Assemblée générale de l'ONU mi-septembre » a rapporté le quotidien *Le Nouvelliste* du 28 août 2023 citant une source anonyme. En effet, il n'y a rien de nouveau. D'ailleurs, retournons sur l'histoire de cette mission impossible dans laquelle les dirigeants de la CARICOM sont engagés depuis la demande des autorités de Port-au-Prince du déploiement d'une force militaire multinationale en Haïti. Quelques semaines après le fameux Sommet de la Jamaïque, du 11 au 13 juin 2023 où tous ou presque des antagonistes haïtiens ont été invités à Kingston en vue de pourparlers et qui s'était soldé par un cuisant échec, les dirigeants caribéens, comme annoncé, avaient relancé le dossier. Profitant du 45e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CARICOM les 3 et 5 juillet 2023 à Port-of-Spain, Trinidad-and-Tobago, pour commémorer le 50e anniversaire de la création de cette organisation régionale, dans ce pays, les dirigeants qui s'étaient engagés à poursuivre les efforts commencés en Jamaïque ne veulent pas s'avouer vaincus.

Espérant toujours trouver un consensus entre le gouvernement haïtien et les oppositions, de fait, ils ont décidé de partir pour la capitale haïtienne après discussion avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres qui était, lui aussi, sur place pour le Sommet. En route, d'ailleurs, pour la capitale trinidadienne, le Secrétaire général avait fait escale à Port-au-Prince pour effectuer une série d'entretiens avec les principales entités de la crise et de la Transition. Durant ce Sommet, Antonio Guterres avait expressément fait ce voyage pour rencontrer et discuter de visu avec l'ensemble des dirigeants de la Communauté des Etats Caribéens mais aussi avec d'autres dirigeants venus hors des Caraïbes, entre autres, l'Afrique, pour assister en solidarité avec ces Etats ayant la culture en partage avec le continent africain.

Devant les chefs d'Etat et de gouvernement, dès l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général des Nations-Unies avait voulu mettre les membres de la CARICOM devant leurs responsabilités, en quelque sorte, une forme de fait accompli sur les décisions qu'ils doivent prendre dans la crise politique inter-haïtienne. Sachant que la plupart des Etats membres de la CARICOM subissent la pression des Etats-Unis d'Amérique et du Canada pour intervenir militairement en Haïti, ce qui est aussi sa position, Antonio Guterres, a joué sur la corde sensible de ces dirigeants antillais afin de les porter à s'engager dans l'expédition que chercheraient à monter Washington, Ottawa et lui-même. Face aux participants, le Secrétaire général de l'ONU avait déclaré à propos d'Haïti *« La situation sécuritaire est épouvantable, les besoins humanitaires explosent et aucune solution politique n'est en vue. Mais je suis venu avec espoir et optimisme. Il est impossible de regarder la crise sans voir l'ombre portée de siècles d'exploitation coloniale, d'extorsion, de dictature et d'autres injustices criantes. Nous devons aider à soulager les souffrances du peuple haïtien.*

Soyons clairs : il ne peut y avoir de sécurité durable sans institutions démocratiques renforcées et il ne peut y avoir d'institutions démocratiques fortes sans une amélioration drastique de la situation sécuritaire ». Une intervention qui allait droit au cœur de la délégation haïtienne conduite par le Premier ministre Ariel Henry qui s'était envolé la veille pour Trinidad afin de prendre part à ce Forum où la crise haïtienne allait être en débat depuis qu'elle demeure un problème quasi insoluble devant le refus des acteurs à accepter un compromis qui aurait pu permettre une sortie de crise. Le chef de la Transition, toujours en quête d'une intervention militaire robuste, ne rate aucune réunion ou rencontre où le gouvernement est invité à venir exposer les difficultés auxquelles il est confronté pour combattre les gangs armés qui accaparent quasiment la ville de Port-au-Prince et une bonne partie du territoire où les forces de l'ordre sont en déroute. L'objectif du locataire de la Primature dans ce genre de Sommet est de convaincre la Communauté internationale d'envoyer un contingent militaire étranger dans le pays, ce que lui et son Conseil de ministre ont officiellement demandé depuis le mois d'octobre 2022.

Demande restée jusqu'à date sans résultat par le fait qu'il y a trop de risque de morts pour les soldats qui seront déployés sur le terrain face à des puissants gangs armés jusqu'aux dents. Ces gangs qui auraient l'avantage du terrain tout en maîtrisant parfaitement le code pour mener une guérilla urbaine face à des étrangers ne parlant ni la langue du pays et sans doute qui n'auront pas le soutien de toute la population. Un scénario catastrophe qui fait craindre le pire pour Washington et Ottawa qui préfèrent payer, s'il le faut, des Etats en développement pour envoyer leurs soldats au « casse-pipe » en Haïti affronter l'inconnu. Dans leurs recherches, les autorités haïtiennes et les trois puissances embarquées dans cette affaires - Washington, Paris et Ottawa - ne perdent point l'espoir d'obtenir gain cause, sinon, arriver à persuader la CARICOM et l'Afrique de se jeter dans la « gueule du loup » à Port-au-Prince. A Port-of-Spain, Trinidad, outre l'appui et la volonté de certains Etats des Caraïbes de participer à un probable contingent armé en Haïti, Ariel Henry et les américains ont obtenu un soutien de taille d'un Etat africain.

C'est le Rwanda du Président Paul Kagamé invité par la CARICOM pour son 50e anniversaire. Selon les autorités de Port-au-Prince, Kigali, la capitale du Rwanda, serait prête à contribuer à l'envoi d'une force multinationale en Haïti. Cette décision est due par les liens historiques liant le continent africain et les Etats caribéens, particulièrement Haïti et l'Afrique. Dans le cadre des rencontres bilatérales relatives à ce genre de Sommet, parmi tous les dirigeants qu'avait rencontrés le chef de la Transition, Ariel Henry, il y a eu le rwandais Paul Kagamé, le Président du Rwanda. A en croire un tweet publié par le Bureau de la Primature haïtienne, les deux dirigeants ont eu une fructueuse rencontre durant laquelle le chef de l'Etat rwandais a accepté que son pays participe à la force multinationale.

On peut lire, en effet, que *« Lors du Sommet coïncidant avec le 50e anniversaire de la CARICOM, le Premier ministre Ariel Henry a discuté avec le Président du Rwanda, M. Paul Kagame, lors d'une rencontre bilatérale. La question de la sécurité a été au centre des discussions. Le Président Kagame a rappelé les liens qui unissent l'Afrique à Haïti, en précisant que c'était un devoir pour son pays de répondre à une demande d'un pays frère. A ce titre, il a déclaré que le Rwanda était prêt à contribuer à la constitution de cette force multinationale spécialisée que sollicite notre pays dès que les conditions seront réunies »*. Comme on peut le voir, le Rwanda se laisse convaincre par la partie haïtienne et ses hôtes des Etats de la Communauté des Caraïbes et sûrement par les Etats-Unis d'Amérique. Et l'Afrique n'a peut-être pas dit son dernier mot dans cette histoire d'envoyer de militaires en Haïti en soutien aux autorités, dans la mesure où on a appris que le Président kenyan, William Ruto, a eu un entretien avec le Secrétaire d'Etat américain, Antony Bliken, sur la crise haïtienne.

Suite à cet entretien, le Kenya s'est dit prêt à prendre la tête d'une force multinationale en Haïti. En tout cas, c'est ce qu'a déclaré le ministre kenyan des Affaires Etrangères, Alfred Mutua, confirmé par un Communiqué ne laissant aucune ambiguïté sur la volonté des autorités kenyanes à s'embarquer dans ce Safari militaire africain sur le sol d'Haïti pour le compte des occidentaux. (…) « *À la demande du groupe de nations des Amis d'Haïti, le Kenya a accepté d'envisager positivement de prendre la tête d'une force multinationale en Haïti. L'engagement du Kenya est de déployer un contingent de 1.000 policiers pour aider à former et soutenir la police haïtienne dans le rétablissement de la normalité dans le pays et la protection des installations stratégiques. Une mission d'évaluation par une équipe spéciale de la police kenyane est prévue dans les prochaines semaines. Le Kenya soutient les personnes d'ascendance africaine dans le monde, y compris celles des Caraïbes, et s'aligne sur la politique de l'Union africaine en matière de diaspora et sur notre propre engagement envers le panafricanisme […] »*.

Après le Rwanda et le Kenya de William Ruto, la CARICOM, le gouvernement de Transition en Haïti et bien entendu Washington semblent marquer des points, bien que pour le Kenya, certains observateurs ont de sérieux doute sur sa capacité à prendre le leadership d'une force militaire de maintien de la paix. Ils estiment que le gouvernement de Nairobi, la capitale du Kenya, fait face, depuis quelque temps déjà, à sa propre crise politique et sociale et que des mouvements de contestations anti-gouvernementales se font régulièrement réprimés par une force de police dont le professionnalisme est sujet à caution. Certainement on y reviendra.



Forum de la classe politique haïtienne à Kingston, Jamaïque sous l'égide de la CARICOM

Revenons sur le Sommet de Trinidad-et-Tobago qui a fait jaillir un peu d'espoir au cœur d'Ariel Henry sur le plan d'intervention militaire étrangère d'une part et la constitution d'une équipe de la CARICOM de haut niveau d'autre part, pour se rendre dans la capitale haïtienne dans le but de continuer le dialogue ouvert à Kingston les 11 et 13 juin passé. (**A suivre**)

C.C

The Open Eyes Foundation (FJKL) Is Not a Credible Human Rights Group (2)



Marie Yolène Gilles and Samuel Madistin, the two heads of FJKL

by Travis Ross

The second of two parts

Haitian oligarch Réginald Boulos, once an enthusiastic supporter of Haitian President Jovenel Moïse, had a falling out with him in the summer of 2018.

Early in his mandate, Moïse prioritized Boulos' companies for investment using state funds. *Ayibopost* notes that Boulos' "Auto Plaza was among the three companies benefitting from the first big contract signed during the Jovenel Moïse era. The company then received more than $53 million for the purchase of heavy equipment in 2017."

Boulos told the *Haitian Times* that he broke off his relationship with Moïse in 2019. While he did write a letter published in *Le Nouvelliste* in June 2019 demanding Moïse resign, the timeline Boulos presents to *The Haitian Times* seems to contradict his past statements.

In July 2018, following Moïse's hiking of fuel prices due to an IMF pressure, massive protests rocked Port-au-Prince. Protestors vandalized and set fire to many businesses, including some owned by Boulos.



Réginald Boulos, one of Haiti's foremost bourgeois oligarchs and coup-backers.

Protestors attacked his Nissan dealership and Delimart grocery store. In a public Jul. 19, 2018 letter, Boulos made it clear he did not think these attacks were random. He wrote that the attacks on his businesses were "coldly concocted and carried out under cover of the actions of disgruntled crowds."

According to Boulos, these attacks "constitute the worst injustice done to a man who has spent his life creating jobs and today employs more than 2,000 of his brothers and sisters." Boulos insisted that acts of arson targeting his businesses were the result of "the malicious action of criminals under contract."

Appealing to his fellow Haitians, Boulos wrote in his statement that "things must change for the good in our country. We will have to take into account the legitimate demands for betterment emanating from the poor and marginalized categories of our people," clearly alluding to efforts to oust Moïse from power.

Boulos' interpretation of events, that his properties were deliberately attacked by "criminals under contract," was not widely held.

On Jul. 3, 2021, Boulos had released a statement accusing Moïse of weaponizing the judicial system against him. Four days later, on Jul. 7, 2021, Jovenel Moïse was assassinated in his home.

Later that day, *The Haitian Times* posted an interview with Boulos where he denied speculation that he was involved in the assassination.

Moïse was assassinated by a squad of 28 foreign mercenaries, including two Haitian-Americans and 26 Colombians. One of the Haitian-Americans is James Solages, who worked as the chief of bodyguards for the Canadian Embassy in Haiti. *The Haitian Times* reported that, according to many social media posts, Solages also used to work as a security guard for Réginald Boulos.

In an interview with *Jacobin*, journalist Kim Ives noted that the assassination "may have required more money than one family could have provided," pointing to the possible involvement of several oligarchs, including Boulos and Dimitri Vorbe. Ives argued that "the assassination is meant to get into power a president who will do the bidding of the bourgeoisie."

Indeed, with Moïse out of the way, charges from the ULCC and ONA were dropped. Boulos had left Haiti a week earlier, on Jun. 25.

In the U.S., a day after Moïse's assassination, Boulos began hiring public relations consultants. He re-hired Art Estopinan, former Rep. Ileana Ros-Lehtinen's (R-FL) chief of staff, to work for him as a lobbyist.

According to *Politico*, Estopinan planned to "lobby lawmakers, including members of the Senate Foreign Relations Committee, the House Foreign Affairs Committee, and the House Haiti Caucus, as well as the Biden administration." Estopinan explained that Boulos wanted Estopinan to "help him in Washington to promote a vision of his political party."

Boulos had other advisors working for him in the U.S. According to *Politico*, this team included Novitas Communications, which handles public relations for Boulos, and the consultant Joe Miklosi, who led fundraising efforts for Boulos in the U.S.. Boulos said he hired the team to lobby the Biden administration.

"I don't feel the opposition today would have the capability to pull out such a well-organized mission," Boulos told *The Haitian Times.*

Ariel Henry, the prime minister Moïse had nominated but not inaugurated two days before his murder, emerged from hiding a few days after the murder. He was selected to run Haiti by the U.S. and CORE Group of ambassadors via a tweet and accompanying statement by the United-Nations diplomatic mission in Haiti, BINUH. Henry was sworn in as the prime minister on Jul. 20, 2021, three days after this statement was released.

As the leader of MTVAyiti, Boulos then signed Ariel Henry's "September 11 Accord." Boulos had found a leader he could support. Boulos' support for Henry's Accord caused outrage among some in his new party. In a letter to his party dated Aug. 1, 2022, Boulos resigned as leader of MTVAyiti and left the party.

Boulos radicalizes Cherizier

In an interview featured in the documentary series "Another Vision", Jimmy Cherizier claimed that Boulos had approached him to burn down the rival Toyota dealership across the road from his Delmas 6 neighborhood. Cherizier refused.

Cherizier had come to Boulos' attention as a neighborhood defense group leader who had successfully forced out criminal gang members from lower Delmas with the help of other PNH officers. He had not yet organized or declared the FRG9 nor had he been cast as a "gang leader" by local human rights groups.

Cherizier and other residents of lower Delmas established a community organization named Another Vision (from which the documentary gets its title). The organization solicited donations, and Réginald Boulos made one.

Cherizier says he was unaware at the time of Boulos' anti-democratic history of backing the 2004 coup and the human rights violations associated with the Group of 184.

Cherizier explains that Boulos' request that he burn down the Toyota dealership was a radicalizing moment for him. A class consciousness began to emerge. In June 2020, he described Haiti's "stinking, rotten, corrupt system" serving the bourgeoisie. In another interview a month later, Cherizier said "there is no bigger gang than that Syrian-Lebanese mafia bourgeoisie which has taken the nation hostage. And no-one has more guns than they have. They have all the money, and we have none."

Nor was Cherizier aware at the time that Madistin was hired by NCHR-Haiti (RNDDH) in 2004 to represent the so-called victims of the manufactured La Scierie massacre, another telling fact revealed in the documentary "Another Vision."

Some have interpreted this donation from Boulos to the Another Vision organization as evidence that Cherizier was a leader of a paramilitary group willing to work for Haitian oligarchs. That formulation omits crucial evidence to the contrary.

Once Boulos' relationship with Cherizier ended in the summer of 2018, he formed new relationships with criminal gangs. In an October 2019 interview, Boulos admitted to supporting criminal gangs who are associated with the G-Pep criminal gang federation, responsible for virtually all of the kidnappings in Haiti, along with other violent crimes like murder, rape, and extortion.

On Nov. 16, 2018, FJKL published their preliminary report on the violence that occurred in La Saline on Nov. 13, 2018. FJKL presented the attack as a battle between two gangs, also alleging that Cherizier had "reinforced" (without more detail) the gang of the victorious Serge Alectis alias "Ti Junior." Tacked on at the end, almost as an afterthought, is the sentence: "It is the massacre of La Saline," without more explanation.

Exactly one year later, in November 2019, Boulos' new political party, MTVAyiti, funded and organized a series of events on the anniversary of the La Saline massacre. This popularized the FJKL and RNDDH allegations that Cherizier was somehow linked to the deaths of 23 or more victims. The MTVAyiti "memorial day" for the La Saline victims was part of Boulos' political campaign against Moïse.

Weeks before the memorial, in September 2019, Boulos referred to Moïse as an "imposter" and a "living restavek '' of former president Michel Martelly.

A month later, in October 2019, Moïse announced an increase on interest rates for loans from the ONA over 50 million gourdes to 20%. This would directly affect Boulos.

Réginald Boulos shows concern for victims of political violence?

Was Réginald Boulos motivated by compassion for poor Haitians victimized by violence to organize a day of commemoration of the so-called "La Saline Massacre"? The historical record suggests he was not.

Attacks on Lavalas supporters before and after the 2004 coup caused some to take up arms to defend their communities. These community defense groups were often portrayed by coup-supporters, the coup regime, and Western mainstream media as "criminal gangs." One of these militant, pro-Lavalas community leaders was Emmanuel "Dread" Wilmer, based in Cité Soleil, one of the poorest parts of Port-au-Prince.

In an article for *The Nation* and *Haïti Liberté*, Dan Coughlin and Kim Ives noted that the residents of Cité Soleil saw Wilmer "as a hero defending them from pro-coup paramilitaries (who in 1994 burned many houses in the rebellious shantytown) and UN occupation troops." He was a cherished leader who championed the community of Cité Soleil who, according to Haiti Action Committee's Seth Donnelly, views itself as locked "in a long-term struggle for the restoration of President Aristide and for the removal of occupation forces from Haiti."

This put Wilmer and the residents of Cité Soleil at odds with oligarchs like Réginald Boulos and Andy Apaid, a prominent sweatshop owner and leader of the Group of 184, in which Boulos was also active. The Group of 184 was a so-called civil society "coalition, created and supported by the NED that helped lead a destabilization campaign against Aristide until the latter's ouster in the 2004 U.S.-backed coup."

An analysis of Wikileaked-State Department cables by *Haïti Liberté*'s Ansel Herz revealed that "Apaid was financing an anti-Aristide gang in Cité Soleil led by Thomas Robenson, alias Labanyè, a gang leader."

Aiming to create a justification for further PNH and MINUSTAH violence in Cité Soleil, Apaid paid Labanyè to terrorize Cité Soleil residents. The violence was then blamed on Lavalas militants like Wilmer.

After Labanyè was killed, these business elites had to find alternative means to eradicate Lavalas militancy from Cité Soleil. Another Wikileaked cable revealed that Haitian oligarch Fritz "Mevs told the [U.S.] Embassy that Réginald Boulos had "distributed arms to the police and had called on others to do so in order to provide cover to his own actions."

Boulos was also eager to have MINUSTAH forces "cleanse" Cité Soleil of Lavalas militants. In an article for *New Left Review*, Justin Podur pointed out that "MINUSTAH's civilian head of mission Juan Gabriel Valdés came under increasing pressure from Haitian business elites to resume the offensive."

Boulos told *Radio Métropole* listeners on Jan. 5, 2006: "We are waiting for [Valdés] to give clear instructions to the troops under his command to cleanse Cité Soleil of the criminals, like they did in Bel Air. You cannot make an omelet without breaking eggs. We think that MINUSTAH's generals need to make plans to limit collateral damage. But we in the private sector are ready to create a social assistance fund to help all those who would be innocent victims of a necessary and courageous action that should be carried out in Cité Soleil."

On Jul. 6, 2005, MINUSTAH forces raided Cité Soleil. MINUSTAH's intended target was Wilmer. What resulted was a massacre of at least 20 civilians, with another 26 wounded, including women and children. Other residents and a legal advocacy group say 60 or more Haitians were massacred that day.

In an article for *Haïti Liberté*, Ansel Hertz explained that the "battle for Cité Soleil continued over the next 18 months, with the toll of dozens of 'unintentional civilian casualties'."



Kim Ives/Haïti Liberté

Jimmy "Barbecue" Cherizier in lower Delmas in November 2022.

So it seems unlikely that Boulos paid for the lavish 2019 rally out of concern for the residents of La Saline, long a Lavalas stronghold.

FJKL report on La Saline

In November 2018, FJKL had been operating for five months as a human rights organization. Their report, entitled "*Situation de Térreur à La Saline*" (Situation of Terror in La Saline) is their first human rights investigation.

Based on what is available online, this was FJKL's third publication. It followed one commentary piece and an open letter to then Prime Minister Jean-Henry Céant.

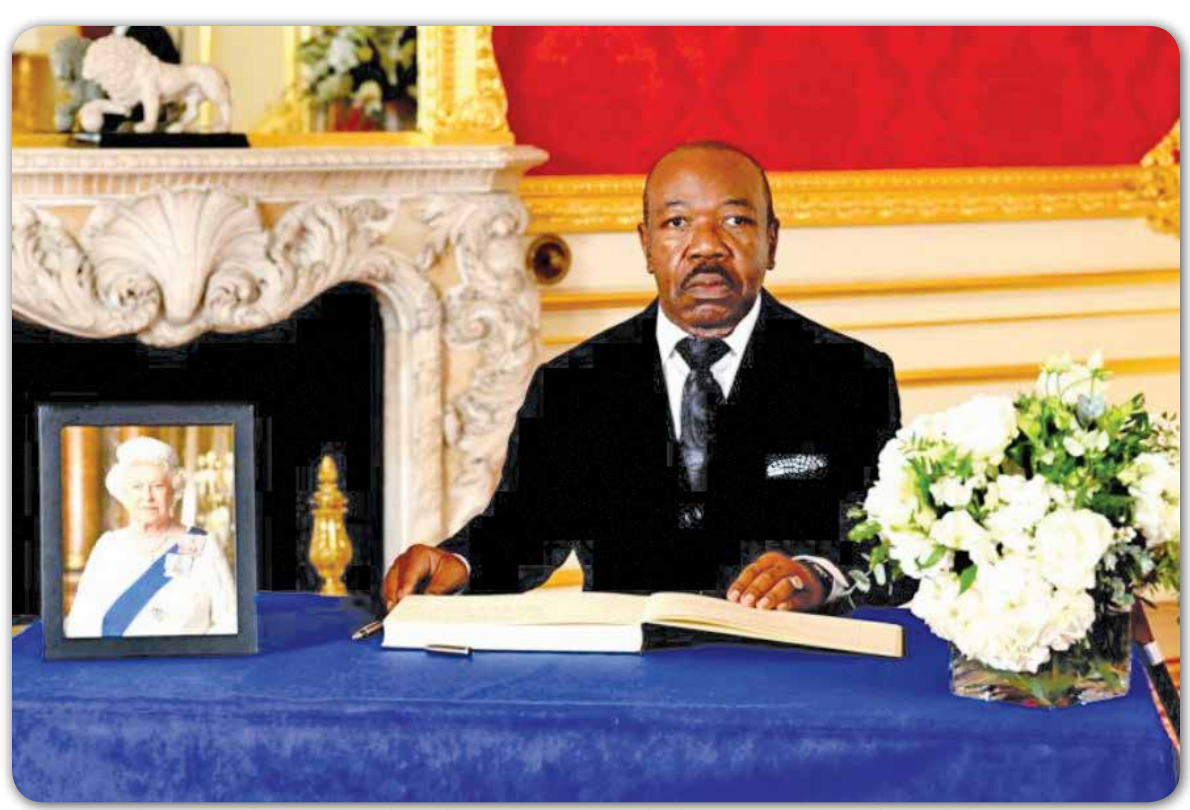
The commentary piece, published in September 2018, focused on an Apr. 6, 2018 order from Judge Jean Wilner Morin to pursue an investigation into possible money laundering by the Aristide Foundation for Democracy (AFD).

suite à la page(16)

ERRATA

Author Marty Goodman did not agree with how the paragraph characterizing Jimmy Cherizier was edited in the article entitled "U.S. Imperialism's Sordid History in Haiti" in our Aug. 9, 2023 edition. It did not accurately reflect Goodman's views on the G9 leader.

LES 56 ANS DE RÈGNE DE LA F



18 septembre 2022 : le président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, signe un livre de condoléances à Londres, à la suite du décès de la reine Élisabeth II. (Jonathan Hordle/PA Media Assignments, Foreign & Commonwealth Office, Flickr, CC BY 2.0)



Par Douglas Yates*

Pendant les décennies de pouvoir de la dynastie, les élections dans le pays ont été suivies de protestations, puis de répressions par les forces de sécurité et enfin de silence, écrit Douglas Yates. Jusqu'à mercredi, lorsque le régime Bongo a finalement été renversé.

Une intervention militaire semble prête à mettre fin aux 56 ans de pouvoir de la famille Bongo au Gabon. Un groupe d'officiers supérieurs a annoncé mercredi qu'il avait pris le pouvoir peu après que le président Ali Bongo Ondimba ait été déclaré vainqueur du scrutin présidentiel qui s'est tenu récemment dans le pays.

Les putschistes ont affirmé que les élections générales du 26 août n'étaient pas crédibles. Ils ont annoncé l'annulation des résultats des élections, la fermeture de toutes les frontières et la dissolution de toutes les institutions de l'État, y compris l'organe législatif du gouvernement.

Ali Bongo aurait obtenu 64.27 % suffrages exprimés lors de l'élection que l'opposition a qualifiée de simulacre. Selon l'arbitre électoral, le principal challenger d'Ali Bongo, Albert Ondo Ossa, est arrivé en deuxième position avec 30,77% des voix.

Ali Bongo (fils de l'ancien président Omar Bongo qui a gouverné le pays de 1967 à 2009) s'est présenté à l'élection sur la plate-forme du Parti Démocratique Gabonais (PDG), fondé par son père. Ce parti a monopolisé le pouvoir dans ce pays d'Afrique centrale riche en pétrole pendant plus d'un demi-siècle.

La famille Bongo s'est maintenue au pouvoir pendant 56 ans. Elle y est parvenue grâce au parti unique, à la corruption dans les secteurs minier et pétrolier et à la parenté politique. Selon certaines estimations, Ali Bongo contrôle personnellement un milliard de dollars d'actifs, dont une grande partie est dissimulée à l'étranger, ce qui fait de lui l'homme le plus riche du Gabon.

En outre, la constitution a été modifiée à plusieurs reprises au cours des dernières décennies afin d'assurer le maintien au pouvoir des Bongo.

Tout d'abord, la limitation des mandats a été supprimée de la constitution en 2003, ce qui a permis à M. Bongo d'être président à vie.

Deuxièmement, le scrutin traditionnel à deux tours a été remplacé par un scrutin à un seul tour, également en 2003. Cette mesure visait à empêcher les opposants de M. Bongo de se rallier autour d'un seul challenger lors d'un second tour.

Troisièmement, au lieu d'exiger que le vainqueur obtienne une majorité, il suffit d'une pluralité pour que Bongo soit réélu. Cela signifie qu'une majorité peut être inférieure à 50 %, tant que le vainqueur obtient le plus grand nombre de voix. S'il avait dû obtenir la majorité des voix, Ali Bongo, avec 49,8 % lors de l'élection de 2016, n'aurait pas été réélu.

Quatrièmement, en avril, le mandat présidentiel a été ramené de sept à cinq ans, ce qui a permis de faire en sorte que les élections présidentielles aient lieu en même temps que les élections législatives et locales.

Auparavant, après les élections présidentielles, les partis d'opposition s'organisaient contre le parti au pouvoir de M. Bongo pour obtenir des sièges aux élections législatives et locales. Ce changement a rendu beaucoup plus probable la prise de toutes les institutions du pouvoir par M. Bongo et son parti en une seule élection.

Le parti de Bongo a augmenté le nombre de ses sièges à l'Assemblée nationale, détenant 63 des 120 sièges en 1990 et, plus récemment, 98 des 143 sièges en 2018. Le parti au pouvoir a également augmenté sa part de sièges au Sénat, passant de 52 sur 92 en 1997 à 46 sur 67 en 2021.

Le règne continu des Bongos n'a pas été une bonne chose pour un pays qui ne compte que 2,3 millions d'habitants. Le Gabon est un pays riche en ressources et a été un jour considéré comme le "Koweït de l'Afrique". En raison de sa faible population et de ses importantes réserves de pétrole, le revenu par habitant s'élève à au moins 13 949,16 dollars. Dans le Cameroun voisin, le revenu par habitant n'est que de 3 733 dollars.

Mais la "moyenne" du Gabon est démentie par une population où un tiers des citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté et où le taux de chômage atteint environ 37 % chez les jeunes.

Une République dynastique

Le Gabon n'est pas une monarchie

AMILLE BONGO SUR LE GABON

mais une "république dynastique".

Dans les républiques dynastiques, les présidents ont concentré le pouvoir entre leurs mains et établi des systèmes de gouvernement personnel. Ils transmettent le pouvoir d'État par népotisme à leur famille et à leurs proches. Il s'agit des fils et des filles, des épouses et des ex-épouses, des frères et des sœurs, des demi-frères et des demi-sœurs, des cousins, des oncles et des tantes, des nièces et des neveux, des beaux-parents, des enfants illégitimes, etc.

Dans ce système, l'idéal classique d'un État légal et rationnel – où la position et le rang sont distribués en fonction du mérite au nom du fonctionnement rationnel (efficace et efficient) du gouvernement – est corrompu.

Dans toutes les républiques dynastiques du monde – y compris au Togo, en Guinée équatoriale, en Syrie, en Azerbaïdjan, en Corée du Nord, au Turkménistan et plus récemment au Cambodge – l'institutionnalisation du pouvoir familial traditionnel par le biais du véhicule moderne d'un parti unique au pouvoir a été déterminante.

Au Gabon, il s'agit du Parti Démocratique Gabonais. Ce parti détient le palais présidentiel et dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale (98/143 sièges) et au Sénat (46/67 sièges). Il contrôle également les tribunaux et les administrations régionales et municipales.

Il est essentiel de comprendre qu'aucun homme ne gouverne seul. Ce n'est qu'avec un grand appareil de parti qu'un homme et sa famille peuvent gouverner une république de plusieurs millions d'habitants.

Mais pourquoi le règne d'un seul homme et de sa famille a-t-il été toléré ?

La réponse est que l'élite politique avait besoin de lui pour conserver ses positions.

L'économiste Gordon Tullock a émis l'hypothèse, dès 1987, que la succession dynastique intéressait les élites non familiales qui se méfiaient d'une lutte pour le pouvoir. En 2007, le professeur d'administration publique Jason Brownlee a testé cette théorie en étudiant 258 autocrates non monarchiques. Il a constaté que "en l'absence d'expérience préalable de sélection d'un dirigeant par l'intermédiaire d'un parti, les élites du régime acceptaient les héritiers filiaux apparents lorsque le président sortant était issu d'un parti et que son successeur était principalement issu de cette organisation".

Les politologues Bruno Bueno de Mesquita et Alastair Smith affirment que "les partisans essentiels ont beaucoup plus de chances de conserver leur position privilégiée lorsque le pouvoir passe au sein d'une famille de père en fils, de roi en prince, que lorsque le pouvoir passe à un étranger".

Omar Bongo a fondé le PDG en 1967, un système de parti unique de jure. Après les réformes constitutionnelles de 1990, il a autorisé l'existence de partis d'opposition. Mais comme il n'a jamais organisé d'élections libres et équitables, l'opposition démocratique n'a jamais réussi à arracher le pouvoir aux Bongos ou à leur parti au pouvoir.

Dans le passé, les élections au Gabon ont été suivies de manifestations, qui ont été suivies de répressions par les forces de sécurité et finalement d'un silence. Mais les élections de 2023 pourraient être différentes, car elles semblent avoir été suivies d'un coup d'État militaire.

*Douglas Yates est professeur de sciences politiques à l'American Graduate School à Paris (AGS).

Consortiumnews.com
Traduction Arrêt sur info



31 mars 2016 : Ali Bongo discute avec le président français François Hollande lors du dîner du Sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenu à la Maison Blanche à Washington, D.C. (GPA Photo Archive, Public domain)



26 août 1988 : Omar Bongo remercie les participants à Gabon Medflag 88, dans le cadre duquel le personnel militaire américain fournit une assistance médicale et une formation aux citoyens de son pays d'Afrique de l'Ouest. (Archives nationales américaines)

La CIA fait renaître le nazisme ukrainien



Par Thierry Meyssan

Il n'est pas étonnant que la CIA structure des organisations anti-Russe. Il est par contre surprenant qu'elle n'hésite pas à choisir des nazis et des nationalistes intégraux prétendument pour défendre la liberté et la démocratie.

Au XIX° siècle, les Empires allemand et austro-hongrois projetaient de détruire leur rival, l'Empire russe. Pour cela, les ministères des Affaires étrangères allemand et austro-hongrois lancèrent une opération secrète commune : la création de la Ligue des peuples allogènes de Russie (*Liga der Fremdvölker Rußlands* - LFR) [1]

En 1943, le III° Reich créa le Bloc anti-bolchévique des nations (ABN) pour disloquer l'Union soviétique. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni et les États-Unis récupèrent les nazis et leurs collaborateurs et entretinrent l'ABN [2]. Cependant, compte tenu des millions de morts dont il s'était rendu coupable, Frank Wisner, le numéro 2 de la CIA, réécrivit son histoire. Il fit imprimer quantité de livrets prétendant que l'ABN avait été créée à la Libération. Il prétendit que les peuples d'Europe centrale et de la Baltique avaient tous, collectivement, lutté à la fois contre les nazis et contre les Soviétiques. C'est un énorme mensonge. En réalité, de nombreux partis politiques d'Europe centrale ont pris le parti des nazis contre les Soviétiques, constituant des divisions SS et fournissant la presque totalité des gardiens des camps d'extermination nazis.

John Loftus, le procureur spécial de l'Office of Special Investigations, unité du secrétariat étatsunien à la Justice, a témoigné qu'il avait trouvé, en 1980, une petite ville dans le New Jersey, South River, abritant une colonie d'anciens SS Biélorusses. À l'entrée de la ville, un monument aux morts, orné des symboles SS, célébrait leurs camarades tombés au combat, tandis qu'à l'écart, un cimetière abritait la tombe du Premier ministre nazi biélorusse, Radoslav Ostrovski [3]

On croit souvent que les États-Unis ont combattu les nazis et les ont jugés à Nuremberg et à Tokyo. Mais c'est faux. Si le président Roosevelt était un libéral convaincu, il a cru possible de recruter des traitres et de les mettre à son service. Cependant comme il est mort avant la fin du conflit, les criminels dont il s'était entourés sont parvenus aux plus hautes fonctions. Ils ont détourné certaines administrations pour poursuivre leurs objectifs. C'est ce qui s'est passé avec la CIA.

Les efforts du Congrès avec la commission Church qui révéla les crimes de la CIA dans les années 50 et 60 n'ont pas servi à grand-chose. Tout ce monde opaque est retourné à la clandestinité, mais n'a pas cessé ses activités.



Tchang Kaï-Chek et Iaroslav Stetsko lors de la fondation de la Ligue anti-communiste mondiale

Les « nationalistes intégraux » ukrainiens de Dmytro Dontsov et ses hommes de main Stepan Bandera et Iaroslav Stetsko ont suivi cette filière. Le premier, qui était déjà un agent secret du kaiser Wilhelm II, puis du führer Adolf Hitler, fut récupéré par la CIA, vécu au Canada et mourut en 1973 dans le New Jersey, à South River, contrairement à ce que prétend sa notice Wikipedia. C'était un des pires criminels de masse du Reich. Il avait disparu d'Ukraine pendant le Guerre et était devenu administrateur de l'Institut Reinard Heydrich à Prague. Il fut un des concepteurs de la solution finale des questions tsiganes et juives [4].

Ses hommes de main, Stepan Bandera et Iaroslav Stetsko, ont été engagés par la CIA à Munich. Ils ont assuré les émissions en langue ukrainienne de *Radio Free Europe* et organisé des opérations de sabotage en Union soviétique. Stepan Bandera avait perpétré quantité de massacres et proclamé l'indépendance de l'Ukraine avec les nazis. Cependant, lui aussi, avait disparu d'Ukraine pendant la Guerre. Il assura avoir été emprisonné en « honorable captivité » dans un camp d'extermination. C'est peu probable puisqu'il ressurgit en 1944 et se vit confier par le Reich de gouverner l'Ukraine et de combattre les Soviétiques. Il est possible qu'il ait habité au siège de l'administration des camps, à Oranienbourg-Sachsenhausen, et qu'il y ait travaillé au projet nazi d'extermination des « races » sensées corrompre les Aryens. Durant la Guerre froide, il se promena dans le « monde libre » et vint au Canada proposer à Dmytro Dontsov de devenir le chef de son organisation [5]

Le temps a passé, ces criminels de masse sont morts sans jamais avoir eu à rendre de compte. Leurs organisations l'OUN et l'ABN auraient dû disparaître aussi. Il n'en est rien. L'OUN s'est reconstituée à la faveur de la guerre en Ukraine. L'ABN aussi. Il dispose désormais d'un site internet. On peut y lire les livrets de propagande d'après-guerre selon lesquels l'organisation n'a jamais existé avant la chute du Reich. L'ABN se prolonge aujourd'hui avec le « Free Nations PostRussia Forum » (Forum des nations libres de la Post-Russie) qui se tiendra les 26-27-28 septembre à Londres, à Paris, et possiblement à Strasbourg. Son objectif est toujours le même : disloquer la Fédération de Russie en 41 États distincts. Aucun doute n'est possible sur la filiation de ce forum : alors qu'il prétend s'exprimer pour les peuples de Russie, il ne se contente pas d'accuser Moscou, mais s'en prend aussi à la Chine populaire, à la Corée du Nord et à l'Iran. Dans ses documents il aborde aussi la question du Venezuela, de la Biélorussie et de la Syrie. Or l'ABN a participé à la création et à l'animation de la Ligue anti-communiste mondiale [6], où se réunissaient la plupart des dictateurs de la planète, désormais élégamment dénommée : Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie.

Ce Forum des nations libres de la Post-Russie a été créé par la CIA en réaction à l'intervention militaire russe en Ukraine. En un an et demi, il s'est déjà réuni 7 fois, en Pologne, en Tchéquie, aux États-Unis, en Suède et aux Parlements européen et japonais. Simultanément la CIA a créé des gouvernements en exil pour la Biélorussie et pour le Tatarstan, comme il l'avait fait pour l'Iraq et la Syrie. Personne ne les a encore reconnus, mais l'Union européenne les a déjà reçus avec déférence. Ces gouvernements en exil s'ajoutent à celui d'Itchkérie (comprendre Tchétchénie) déjà ancien.

Le dispositif actuel n'est pas conçu pour achever son but proclamé. Les États-Unis n'ont pas l'intention de disloquer la Fédération de Russie, puissance nucléaire. La plupart de leurs dirigeants ont conscience qu'un tel événement déstabiliserait complétement les relations internationales et pourrait déclencher une Guerre nucléaire. Non, il s'agit plutôt de mobiliser au service des États-Unis les gens qui espèrent parvenir à cet objectif improbable de disséquer la Russie.

Quelques personnalités politiques se prêtent à ce jeu. C'est le cas de l'ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères, Anna Fotyga. C'est elle qui, en 2016 avait présenté au Parlement européen une résolution sur les communications stratégiques de l'Union européenne. Elle avait imaginé un système d'influence sur l'ensemble des grands médias de l'Union qui s'est avéré efficace. Ou encore, un député centriste français, Frederick Petit. Déjà, en 2014, les têtes d'affiche de son parti s'étaient rendues place Maïdan à Kiev se faire photographier aux côtés des « nationalistes intégraux ». Je ne parlerai pas ici de l'ancien député russe Ilya Ponomarev.



Proclamation de l'Ukraine indépendante avec les dignitaires nazis. Derrière les orateurs, les trois portraits affichés sont ceux de Stepan Bandera, d'Adolf Hitler et de Yevhen Konovalets.

Des think-tanks aussi, comme la Jamestown Foundation. Elle fut fondée avec l'aide de William J. Casey, directeur de la CIA, à l'occasion d'un transfuge de marque de l'URSS. Elle a été interdite en Russie, en 2020 (c'est-à-dire avant la guerre d'Ukraine), parce qu'elle imprimait déjà des documents sur l'éclatement de la Russie. Enfin, le Hudson Institute, quant à lui, est financé par Taïwan grâce à son agence la Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie (ex-Ligue anti-communiste mondiale). Ainsi a-t-il pu héberger une session du Forum des nations libres de la Post-Russie.



Le Forum des nations libres de la Post-Russie entend démanteler la Fédération de Russie en 41 Etats indépendants.

Notes

[1] *Liga der Fremdvölker Russlands 1916–1918. Ein Beitrag zu Deutschlands antirussischem Propagandakrieg unter den Fremdvölkern Russlands im Ersten Weltkrieg*, Seppo Zetterberg, Akateeminen Kirjakauppa (1978).

[2] *MI6, Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Stephen Dorril, The Free Press (2000).

[3] *L'affreux secret : Quand les Américains recrutaient des espions nazis*, John Loftus, Plon (1985)

[4] *Ukrainian Nationalism in the Age of Extremes. An Intellectual Biography of Dmytro Dontsov*, Trevor Erlacher, Harvard University Press (2021).

[5] *Stepan Bandera : The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist : Facism, Genocide, and Cult*, Grzegorz Rossoliński-Liebe, Ibidem Press (2015).

[6] « La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 mai 2004

Réseau Voltaire
2 septembre 2023

XVème sommet des BRICS en Afrique du sud : la marche vers un monde multipolaire et la fin de l'hégémonie de l'impérialisme occidental



De gauche à droite : le président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva, le président de la Chine Xi Jinping, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le Premier ministre Narendra Modi and le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov le 23 août 2023. (Photo by ALET PRETORIUS / POOL) AFP

Par Diagne Fodé Roland

En 2009, à l'initiative de la Russie bourgeoise étaient lancés sur les fonts baptismaux les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) élargis en 2011 à l'Afrique du Sud dont le but affirmé est de sortir le monde de l'unilatéralisme pour le multilatéralisme, de l'hégémonisme pour un monde multipolaire où les peuples sont égaux. Les impérialistes forts de leur arrogance hégémonique sous-estimaient ce regroupement de pays en lui prédisant un « avenir éphémère ». Mais la volonté d'étendre aux peuples la devise de la révolution bourgeoise antiféodale selon laquelle « les hommes naissent libres et égaux en droit et en dignité » venait d'être portée par les vrais pays émergents puissances en devenir d'alors.

En effet les BRICS se veulent porteurs de la devise selon laquelle *« les peuples sont libres et égaux en droit et en dignité »*.

Pour aller vers cet objectif « ils affirmaient leur volonté de mettre en place un monde multipolaire qui mettrait fin à la domination du dollar, de réformer les institutions internationales – ONU et Conseil de sécurité, institutions financières Banque mondiale (BM), Fonds monétaire international (FMI), de favoriser un développement global durable et soutenir les pays du « sud global » par une coopération équitable » (Afrique Asie).

De sommets en sommets, les BRICS ont mis progressivement en place :

- une « nouvelle Banque de Développement, dont l'objectif est de financer des projets d'infrastructures par des prêts « propres » en opposition aux prêts « scélérats » de la BM et du FMI qui ont ruiné par le système inique de la dette usuraire les pays dits du « tiers monde ». C'est une banque « démocratique » dont le président est élu par rotation – l'actuelle présidente est la brésilienne Dilma Rousseff – et dont les décisions sont prises sur la base du système 'un État/Un vote'» (Afrique Asie).

- « les échanges commerciaux entre eux et avec leurs partenaires en devises locales… sont des gros producteurs d'or, constituent des réserves massives du précieux métal jaune ».

Comme l'écrit le journal en ligne Afrique Asie « Forts de leur poids économique et démographique, unis, pragmatiques et efficaces, les BRICS ont donc fait un nouveau pas en intégrant l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis… D'un point de vue démographique, avec 3,6 milliards de personnes, soit quatre fois plus que le G7 qui regroupe les sept puissances économiques occidentales, la population des nouveaux BRICS représente près de la moitié des habitants de la planète tandis que leurs territoires cumulent 48,5 millions de km2, soit 36 % de la superficie du globe. Trois de ses membres – l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran – sont membres de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Deux, la Russie et l'Arabie saoudite, occupent au coude à coude, les deuxième et troisième places du classement des plus gros producteurs, derrière les États-Unis, tandis que la Chine, les Émirats, l'Iran et le Brésil, sont respectivement aux 6ème, 7ème, 8ème et 9ème rang. La Chine est le premier producteur d'or, la Russie arrive en 3ème position, l'Afrique du Sud, en 9ème, le Brésil en 13ème. La Chine est le plus gros producteur mondial de métaux rares stratégiques, loin devant les États-Unis et est l'acteur majeur dans la production de nombreux minerais. La Russie, le Brésil ou l'Afrique du Sud occupent une position dominante, chacun avec sa spécificité, les BRICS couvrant ainsi l'ensemble des besoins en minéraux. Outre l'Afrique-du-Sud, le continent africain particulièrement intéressé par la stratégie des BRICS, comme l'a montré le 15ème Sommet, regorge de ressources stratégiques variées, minéraux, combustibles fossiles, ressources halieutiques et énergies renouvelables. La République démocratique du Congo RDC, l'Afrique du Sud et le Nigeria occupent les premières places du classement africain ».

« L'entrée des nouveaux membres a, également, élargi la présence géographique des BRICS. Le continent latino-américain aura, désormais, deux représentants avec le Brésil et l'Argentine, couvrant ainsi plus de la moitié de la surface du sous-continent. Le monde arabe fait son entrée avec l'Arabie saoudite et les EAU ; l'Iran, entre Chine et Russie, soumis aux sanctions occidentales drastiques, ouvre les portes d'un immense territoire, l'Égypte, au 6ème rang en Afrique en termes de réserves pétrolières et au 3ème pour le gaz naturel, occupe une place géopolitique stratégique par rapport au Moyen-Orient et à l'Afrique, entre Orient et Occident ».

Afrique Asie ajoute : *« L'intégration de ces six nouveaux membres dans les BRICS – qui dépasse maintenant le G7 en termes de PIB cumulé – et leur extension BRICS Plus, renforcera leur présence dans les grandes alliances régionales et bilatérales à travers les continents, comme le Mercosur, l'Union douanière d'Afrique australe, l'Eurasian Economic Union, la SAARC (Association sud-asiatique pour la coopération régionale) ou l'ASEAN Free-Trade Agreement ».*

Ces évolutions géopolitiques chamboulent les alliances soumissions forgées historiquement par les impérialistes états-uniens et européens d'abord contre l'URSS et le camp socialiste qui regroupait les Démocraties populaires d'Europe de l'est plus la Chine, la Corée du nord, le Vietnam, le Laos et Cuba, puis qui a servi à prolonger et étendre leur hégémonie mondiale après la défaite du camp socialiste d'Europe. Elles préparent progressivement par le biais des échanges commerciaux en monnaies nationales la fin prochaine du monopole monétaire commercial du dollar et la future grande dépression de la dette du pays le plus endetté du monde les USA.

Les BRICS Plus incorporent des États à orientation socialiste comme la Chine, des Etats capitalistes ayant des niveaux différents de développement comme la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, l'Iran, des États des pétrodollars comme l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, des États relativement sous-développés comme l'Égypte, l'Éthiopie.

Le coup de poker diplomatique chinois favorisant le retour à des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, la montée en puissance diplomatique et militaire défensive de la Russie et les velléités de desserrer, voire de sortir de la dépendance vis à vis des USA et de l'Europe des autres pays prennent la forme du ralliement aux BRICS.

Plusieurs dizaines d'autres pays sont candidats pour rejoindre cette alternative aux institutions de Brettons Woods (FMI, Banque Mondiale, OMC) pour contraindre celles-ci à « se reformer et se démocratiser » d'abord, puis plus tard à lui donner l'estocade.

C'est le début de la fin de l'exclusivité qu'ont détenue les institutions de Brettons Woods comme sources de financements, d'investissement et d'emprunts. La nouvelle banque des BRICS vient prolonger la stratégie de « *coopération gagnant-gagnant* » que la Chine populaire communiste a déjà mis en branle à travers les financements bilatéraux des infrastructures et « la nouvelle route de la soie ».

Le 15éme sommet des BRICS est donc une accélération à grande vitesse de l'avènement du monde multipolaire contre le monde unipolaire dominé par l'impérialisme Otano/US/UE.

Assommé dans un premier temps, il faut néanmoins s'attendre à ce que l'Occident impérialiste réagisse par une agressivité totalitaire redoublée tout en cherchant à diviser les États à régimes socio-économiques différents qui s'unissent pour mettre fin à leur hégémonie.

Rappelons que 10 ans après Bandung 1955, c'est au pays même, l'Indonésie, où s'était tenu la conférence fondatrice du Tiers Monde, que l'impérialisme et ses valets bourgeois et féodaux locaux avaient massacré 500.000 communistes annonçant ainsi que le « neutralisme tiers-mondiste » n'était qu'apparent entre camp capitaliste et camp socialiste. L'opportunisme de droite titiste dans le mouvement communiste d'alors est venu conforter les bourgeoisies tiers-mondistes dans l'opposition au camp socialiste conformément aux injonctions des impérialistes US et européens dans le cadre de leur « guerre froide ».

Les luttes de libérations nationales armées d'alors allaient jusqu'à un certain point s'opposer à ce « neutralisme » en fondant à Cuba la Tricontinentale.

Gageons que cette fois l'échec des tentatives de division à partir des différences de système socio-économique et politique – socialisme, capitalisme d'État, capitalisme privé – résultera de la sous-estimation par les impérialistes occidentaux du besoin d'indépendance des bourgeoisies des pays capitalistes émergents.

D'autres problématiques sont sous-jacentes à la présence de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis dans les BRICS : que vont devenir les djihado-terroristes financés par eux et le Qatar, le Koweit et armés par les impérialistes US/UE ? Peuvent-ils jouer double jeu avec la Russie, la Chine, l'Inde ? Ces États, créations artificielles de la colonisation occidentale pour séparer les peuples et le pétrole et le gaz du monde arabo-musulman, ne sont-ils pas contraints d'arrêter d'alimenter en lien avec l'impérialisme occidental les fanatiques islamistes Ouïghours, Tchétchènes et Indiens ? Ne vont-ils pas cesser le double jeu qu'ils ont joué quand ils étaient alliés stratégiques de l'Occident impérialiste contre le communisme en Afghanistan puis contre les Etats laïcs irakien, libyen, syrien, malien, burkinabè, nigérien, nigérian, camerounais, etc ? Leur adhésion aux BRICS pose la question cruciale du sort même de la théorie et la stratégie impérialiste de la « guerre contre le terrorisme djihadiste » et des « chocs, des guerres des cultures, des religions, des civilisations » ?

Il suffit de poser ces questions pour se rendre compte de la portée stratégique de ces adhésions par rapport au dispositif déroulé jusqu'ici par les impérialistes US et UE pour continuer à dominer le monde.

Dans le texte intitulé « sortir des années 80/90 », nous écrivions en décembre 2006 : « Les résistances actuellement victorieuses sont parfois dirigées par les représentants politiques des classes féodales, aux contenus idéologiques moyenâgeux. Ce fait objectif est souvent instrumentalisé par l'impérialisme pour empêcher toute solidarité avec ces résistances nationales dans les pays faibles et dépendants. Les révolutionnaires prolétariens doivent toujours garder en vue que ces luttes, au-delà de la nature idéologique et de classe de ceux qui les dirigent, participent objectivement à l'affaiblissement de l'impérialisme, du capitalisme et donc facilitent jusqu'à un certain point le changement du rapport des forces au bénéfice des forces révolutionnaires, patriotiques et de progrès. En ce sens, les résistances nationales mêmes dirigées par des bourgeoisies et/ou des féodalités nationalistes sont éminemment plus progressistes que les sociaux libéraux, les révisionnistes et autres renégats « modernes » qui capitulent devant l'impérialisme ».

C'est comme cela qu'il faut comprendre le ralliement des féodaux des monarchies des pétro-dollars et même l'Iran des Mollahs aux BRICS : affaiblir l'impérialisme hégémonique étape vers une phase ultérieure dans la longue marche des travailleurs et des peuples vers l'émancipation nationale et sociale.

Objectivement la montée en puissance du monde multilatéral contre le monde unilatéral prédateur montre, peu à peu, aux yeux des travailleurs et des peuples que « *La crise du capitalisme et le consensus libéral à droite et à « gauche » de l'échiquier politique dans presque tous les pays en disent long sur les rapports ataviques presque symétriques et de compagnonnage entre social-démocratie, réformisme, populisme, démagogie poujadiste, national-social-fascisme. Les partis politiques représentants de la dictature de classe du capital qu'ils soient de droite, de « gauche » ou d'extrême droite n'ont plus rien à offrir aux citoyens électeurs que le libéralisme » (idem)*.

Les forces patriotiques et les révolutionnaires communistes africains ne doivent pas se laisser distraire par l'affolement hystérique de l'impérialisme et de ses laquais relais, y compris de « gauche », voire prétendument communistes, sur les soi-disant « alliances contre-nature » et « l'impérialisme » supposé de la Russie capitaliste ou/et de la Chine populaire socialiste.

Tout en comptant avant tout sur nos propres forces, en définissant notre propre orientation indépendantiste, le camp patriotique doit intégrer dans sa lutte pour libérer l'Afrique l'exigence d'un monde multipolaire fondé sur le principe selon lequel « les peuples sont libres et égaux en droit et en dignité » dont la condition est la souveraineté nationale des peuples, des nations et des États.

Diagne Fodé Roland 27 Août 23

Palestine : Le renforcement de l'apartheid israélien



Par Naief Yehya*

Aux États-Unis, tant les démocrates que les républicains ont récompensé l'occupation militaire et les atrocités avec une aide énorme de près de quatre milliards de dollars par an, en armes et en technologies de pointe, et en bloquant au sein de l'Organisation des Nations Unies toute condamnation contre Israël.

Depuis des décennies, les actions de l'État d'Israël sont incontestées à Washington. L'expansionnisme brutal des colonies illégales sur la terre palestinienne, l'occupation militaire avec toutes sortes de mesures répressives contre la population, les bombardements, les dépossessions et la violation continue des droits de l'homme n'ont pas seulement été tolérés par les libéraux et les conservateurs, dans les administrations démocrates et les Républicains, mais ont été récompensés par une aide énorme de près de quatre milliards de dollars par an, des armes et des technologies de pointe, et par le blocage au sein de l'Organisation des Nations Unies de toute condamnation contre Israël.

Depuis plus de 75 ans, les États-Unis font semblant de ne pas voir que le sionisme est une forme d'apartheid et que la violence expansionniste croissante est en grande partie le résultat de la clémence mondiale. Cependant, l'invasion russe de l'Ukraine a soudainement relativisé le crime consistant à tenter de détruire une nation et une identité par des moyens militaires.

Presque tous les pays occidentaux ont rejoint la cause du salut de l'Ukraine et nombreux sont ceux qui ont remarqué l'ironie du fait qu'ils étaient eux-mêmes restés silencieux ou complices de l'assujettissement systématique du peuple palestinien, de l'élimination progressive de toute possibilité de création d'un État palestinien et le recours à l'humiliation, au désespoir et au massacre comme mécanismes d'oppression d'une population vulnérable. L'Ukraine est présentée comme un pays qui résiste courageusement et lutte pour son indépendance face à une puissance impitoyable, tandis que la résistance palestinienne est toujours considérée comme du terrorisme.

Après que Donald Trump a transféré l'ambassade américaine à Jérusalem, une action qui a une fois de plus récompensé Israël pour sa politique ségrégationniste et répressive, le gouvernement de Joe Biden a tenté de faire preuve d'une attitude de sérénité et d'une légère distance à l'égard d'Israël, surtout après la nouvelle victoire de Benjamin Netanyahu. -alliance de droite qui a durci sa politique anti-palestinienne, étendu les colonies en Cisjordanie et « légalisé » rétroactivement les colonies illégales.

Ce qui inquiétait le plus les libéraux américains n'était pas le traitement réservé aux Palestiniens mais la politique autoritaire du gouvernement contre les minorités LGBT et la tentative de réduire les pouvoirs de la Cour suprême qui donnait au gouvernement les mains libres pour imposer des mesures religieuses fondamentalistes à la société.

Les récentes manifestations antigouvernementales en Israël n'ont vraiment pas montré la moindre préoccupation pour la population palestinienne, qui souligne que les Israéliens vivent dans une bulle et ont normalisé la violence et la cruauté de l'occupation et des colonies.

Biden a décrit le gouvernement Netanyahu comme l'un des plus extrémistes de ce pays depuis sa création. Celui dans lequel les responsables au pouvoir lancent des attaques d'une violence invraisemblable, même selon les normes israéliennes, comme le ministre des Finances et militant pour l'expansion des colonies, Bezalel Smotrich, qui a déclaré que la population de Huwara devrait être « effacée » pour avoir été au centre des récentes émeutes et lors d'un événement à Paris a déclaré : *« Il n'existe pas de peuple palestinien. »*

Ce qui est troublant dans ces propos haineux (qui font écho au Premier ministre Golda Meir), c'est qu'ils reflètent en réalité la politique de l'État israélien et la prise de conscience qu'il n'existe aucune responsabilité morale, politique ou juridique de protéger un peuple sous occupation qui n'existe pas au sein de la narration du ré-

gime sioniste. Il suffit également de considérer que le ministre de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, disciple du rabbin ultra-orthodoxe de Brooklyn, Meir Kahane, avait dans son salon une photo de Baruch Goldstein, le génocide de Brooklyn, qui a assassiné 29 Palestiniens musulmans dans une mosquée en 1994.

Biden a invité le président israélien (un personnage purement cérémonial sans pouvoir réel), Isaac Herzog, à la Maison Blanche le 18 juillet, ce qui a été perçu comme un mépris pour le Premier ministre Netanyahu et une confirmation du rejet de sa politique par Washington. Cependant, le 15 juillet, la représentante démocrate Pramila Jayapal a déclaré aux manifestants qui scandaient « Palestine libre » lors d'un événement public : *« En tant que personne qui est descendue dans la rue et a participé à de nombreuses manifestations, je veux que vous sachiez que nous avons combattu faire comprendre qu'Israël est un Etat raciste, que le peuple palestinien mérite l'autodétermination et l'autonomie, que le rêve d'une "solution à deux Etats" nous échappe, qu'il ne semble même pas possible.»*

Ces propos violaient l'un des tabous les plus importants de la politique américaine et allaient au-delà de ce que le gouvernement pouvait tolérer. Immédiatement, des membres du Congrès, des hommes politiques des deux partis et des personnalités publiques l'ont violemment attaquée. Jayapal a rétracté ses propos dans un communiqué dimanche après-midi, affirmant que "je ne crois pas que l'idée d'Israël en tant que nation soit raciste", et a présenté ses excuses à "ceux que j'ai blessés avec mes paroles". Nous pouvons affirmer que Jayapal a mal formulé sa critique. Un État n'est pas raciste, ce sont les politiques et les lois qu'ils imposent.

Il a pu affirmer que l'occupation déshumanise et transforme les Palestiniens en citoyens de seconde zone, manifestement méprisés en raison de leur race, de leur religion et de leur appartenance ethnique. Jayapal a une vision assez conventionnelle du conflit et, bien qu'il soit progressiste, sa position est loin d'être radicale. La réaction contre ses paroles est une tentative hystérique de réimposer le silence sur la question et d'éliminer toute remise en question.

Cependant, les politiques extrémistes du gouvernement Netanyahu ont mis même ses partisans les plus ardents dans une position difficile en essayant de dissimuler l'évidence. Quoi qu'il en soit, Biden est également revenu sur sa décision de ne pas interagir avec ce gouvernement israélien et, en signe de réparation, il a invité Netanyahu le même lundi 17 juillet, comme une récompense supplémentaire pour sa politique.

Netanyahu lui-même a écrit en 2019 qu'Israël n'était pas un État pour tous ses citoyens. La loi fondamentale sur la nationalité adoptée par son gouvernement en 2018 stipule qu'Israël est l'État-nation du peuple juif exclusivement. Dans les territoires occupés, il n'existe même pas d'illusion selon laquelle les colons palestiniens auraient les mêmes droits que les Israéliens. Outre le harcèlement, les agressions et les pogroms perpétrés par les colons, les Palestiniens sont constamment soumis à des confiscations de terres et à des démolitions de maisons et n'ont aucune liberté de mouvement.

Mais les citoyens israéliens palestiniens sont également victimes de discrimination dans tous les domaines. Les circonstances actuelles du conflit sont marquées par le fait que la « solution à deux États » n'est plus seulement un souvenir, une proposition dénuée de sens réel, un slogan utilisé par des hommes politiques et des organisations qui veulent paraître sensibles et justes sans dénoncer eux-mêmes aux critiques pro-israéliennes.

À la fin de la deuxième Intifada, Israël a renforcé ses mesures de sécurité et étendu stratégiquement son occupation pour rendre impossible la continuité territoriale d'un futur État palestinien et détruire ainsi toute possibilité d'échange « terre contre paix », tout en maintenant la prétention diplomatique d'un dialogue avec efforts de paix.

Comme l'écrit Tareq Baconi dans le New York Times, Israël a utilisé des fonds occidentaux et arabes pour pacifier la Cisjordanie en appliquant des incitations néolibérales sans permettre un véritable développement économique. En fait, les accords de paix d'Oslo ont non seulement été un échec, mais ont même aggravé la situation, puisque le nombre de colonies a depuis triplé et le niveau de violence a augmenté de façon exponentielle.

En outre, dans ce qui semblait être un geste de bonne volonté, ils ont permis la création par l'Autorité palestinienne (une pathétique réinvention des bantoustans sud-africains) de services de police corrompus et incompétents qui ne servent en réalité qu'à intimider la résistance de l'intérieur et à forcer les Palestiniens à réprimer la résistance eux-mêmes.

La sortie israélienne de Gaza s'est avérée dévastatrice car non seulement ils ont isolé la population de cette bande avec un bloc hermétique, sans leur permettre d'accéder à Jérusalem ou à la Cisjordanie, mais ils ont également utilisé cet endroit pour expérimenter l'utilisation de méthodes de contrôle, de surveillance, de répression et de meurtres sans précédent, comme le décrit Antony Loewenstein dans son livre remarquable, The Palestine Laboratory. Comment Israël exporte la technologie de l'occupation dans le monde.

En juin dernier, ils ont appliqué les mêmes méthodes de punition collective (destruction des services civils, des infrastructures et des logements) contre le camp de réfugiés de Jénine en Cisjordanie et il est clair que ce sera la formule qu'ils utiliseront dans toutes les zones qu'ils jugent problématiques.

Deux organisations conservatrices qui, pendant des décennies, ont évité de juger fermement la politique israélienne, comme Amnesty International et Human Rights Watch se sont joints à B'Tselem pour déclarer qu'Israël est un État d'apartheid. Cependant, les tentatives modestes d'imposer des sanctions des boycotts ou des annulations à l'encontre d'Israël se heurtent à la menace d'être accusé d'antisémitisme.

Les Palestiniens, pour leur part, sont embourbés dans le désespoir et la peur, privés d'un leadership efficace, luttant pour leur survie (sans emploi et avec un manque de nourriture, d'eau potable, de services médicaux et de matériaux de construction) dans une situation où la résistance pacifique s'est avérée d'être futile.

Les politiciens palestiniens tentent de toucher une corde sensible en invoquant qu'un processus de paix est nécessaire pour assurer « la sécurité et la stabilité », deux termes utilisés à Washington pour minimiser cette catastrophe. Mais pour Israël, cela appartient désormais au passé.

Aujourd'hui, Israël est en totale impunité pour imposer la supériorité judiciaire et si bien il peut penser que c'est toujours le cas, la réalité est que le gouvernement actuel a perdu sa puissance pour appliquer sans maquillage ni humeur les répercussions des politiques les plus dévastatrices contre la population de la Palestine.

Aujourd'hui, il n'y a même pas l'intention de mener des négociations ou des réformes. Les Palestiniens sont perçus comme une population vaincue et la préoccupation est de savoir comment gérer leur invisibilité, leur exil forcé ou leur disparition. N'oublions pas que Netanyahu a déclaré le 26 juin devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset : « *Nous devons éliminer les aspirations palestiniennes à un État* ».

*écrivain, analyste et journaliste, Middle East Roundup
Revistazocalo 30 août 2023

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaître; pour le profit, accueille l'action de la demanderesse, la dame Yvesnel CHARLES, femme née Youdine MATHIEU vu que cette demande est juste et fondée; admet le divorce des époux Yvesnel CHARLES, femme née Youdine MATHIEU pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre eux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'un des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet le sieur Jean Fruisner MONICE, huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens, vu la qualité des parties.
Rendu de nous, Me Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui vingt Juin deux mille vingt-deux (20 Juin 2022), en présence de Me Erick PIERRE PAUL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe BONBON Greffier du siège.-
IL EST ORDONNE...ETC....
EN FOI DE QUOI....ETC....

Christophe BONBON
Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du ministère public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit du sieur Fred MANIGAT; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Fred MANIGAT née Marie Malie PAUL aux torts de l'épouse, RENVOI les parties par devant l'Officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit, ORDONNE la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, COMPENSE les frais et dépens de l'instance, COMMET l'huissier Devide MORANCY immatriculé au greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marthel JEAN CLAUDE, Juge, en audience ordinaire, publique et civile du mercredi vingt-et-un (21) Juin deux mille vingt-trois (2023) en présence de Albert DARELUS, substitut commissaire du gouvernement, représentant du ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse á l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Michel Losier d'avec son épouse Bencita Guilonville pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne á l'Officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud, de transcrire sur les registres á ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant á la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y echet. Commet l'huissier, Canal Gabriel de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson Cilius, juge en audience civile et ordinaire du vingt-sept juillet deux mille vingt-trois, en présence du Me Albert Dorelus, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Mozart Tassy, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux Officiers du Ministère public près les Tribunaux civils d'y tenir la main forte, à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter mains fortes lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Doyen et Greffier susdits.
Ainsi signé: Me Nelson Cilius et Me Mozart Tassy.
Pour expédition conforme collationnée.
Greffier

AVIS JUDICIAIRE

Dispositif du jugement par défaut rendu en faveur de la dame Danielle DUMERVILLE le 14 juillet 2023 par le Tribunal de Paix de Pétion-Ville, ayant pour Avocats Me. Jean Bazelais BEAUVOIR et Dieumonfils RESIL des Barreaux de Port-au-Prince et de Mirebalais contre la dame Esther DACIUS. Par ces motifs, le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi se déclare compétent pour statuer; accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée ; maintient le défaut octroyé à l'audience du 14 juillet 2023; constate que la citée a été mise en demeure de s'acquitter de ses redevances locatives pour les deux appartements par elle occupés jusqu'à date, indûment et illégalement dans l'immeuble de la requérante et que cette mise en demeure reste et demeure infructueuse; dit que les baux sont expirés depuis plus de onze mois pour le
premier et plus de cinq mois pour le second; en conséquence, résilie lesdits baux pour non-paiement des redevances locatives; ordonne l'expulsion de la citée des deux appartements de la maison de la requérante par elle occupés; accorde, sur ces chefs, l'exécution provisoire sans caution du présent jugement nonobstant opposition, appel, défense d'exécuter ou pourvoi en cassation, vu qu'elle reste devoir plus de trois mois de loyer pour chacun des deux baux; la condamne enfin aux frais et dépens de l'instance et de la procédure ; commet l'huissier Emmanuel TILMA pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Roland DUVELSON, Juge en audience publique ordinaire du vendredi quatorze juillet deux mille vingt-trois, an 219ème de l'Indépendance, avec l'assistance de Madame Carmelite JACQUES, greffière.

Me. Dieumonfils RESIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Madame Jose Peterson PHILIBERT la femme née Sherline FELIX; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Madame Jose Peterson PHILIBERT, la femme née Sherline FELIX aux torts de l'époux; RENVOI les parties par devant l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit; ORDONNE la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale; COMPENSE les frais et dépens de l'instance; COMMET l'huissier Johnny JEAN, immatriculé au greffe du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, MARTHEL JEAN CLAUDE, Juge au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince en audience ordinaire, publique et civile du mercredi quinze (15) février deux mille vingt-trois (2023) en présence de Albert DARELUS, substitut du commissaire du gouvernement, représentant du Ministère Public avec l'assistance de Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège.
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi.....etc....
Edva JOSE, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Monsieur Edgard Felix JULES; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Edgard Felix JULES, la femme née Marie Béatrice LORZEME; RENVOI les parties par devant l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit; ORDONNE que le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale; COMPENSE les frais et dépens de l'instance; COMMET l'huissier Devide MORANCY immatriculé au greffe du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marthel JEAN CLAUDE, Juge, en audience ordinaire, publique et civile du mercredi quinze (15) Février deux mille vingt-trois (2023) en présence de Albert DARELUS, substitut commissaire du gouvernement, représentant du ministère public avec l'assistance de Junior S. THELEMAQUE, greffier du siège.
Il est ordonné......etc....
En foi de quoi....etc....
Edva JOSE, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'Audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur Wébert Nathanaël CHARLES, d'avec son Épouse née Fedna DAVID pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE, la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits Époux; ORDONNE à l'officier de l'État Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-neuf Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Ylienne GEORGES à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Joseph François MERCIDIEU avec Ylienne GEORGES pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat-Civil de la commune de Saint-Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du onze Octobre deux mille vingt et un, en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.
IL EST ORDONNÉ...ETC...
EN FOI DE QUOI....ETC...
SAINT-LOUIS Yvenert Charles, Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt et un Juillet deux mille vingt-trois contre Le sieur Wisbert A. BENOIT pour faute de comparaître suivant l'article 287 du code de procédure civile. Au fond, admet le divorce des époux Wisbert A. BENOIT la femme née Inose EDOUAIS pour injures graves et publiques suivant l'article 217 du code civil, aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'état civil de Port-au-Prince, Section sud de transcrite dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi vingt et un Juillet deux mille vingt-trois. An 220ème de l'Indépendance, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET Greffière du siège.
IL EST ORDONNE...ETC...
EN FOI DE QUOI ...ETC....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public entendu maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt et un Juillet deux mille vingt-trois contre Le sieur Carlo JEAN-PIERRE pour faute de comparaître suivant l'article 287 du code de procédure civile. Au fond, admet le divorce des époux Carlo JEAN-PIERRE la femme née Dayana JEAN-BAPTISTE pour injures graves et publique suivant l'article 217 du code civil, aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet.
Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce tribunal pour la signification de ce Jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégrand NICOLAS, Juge en audience civile, publique et ordinaire du Vendredi Vingt et un Juillet deux mille vingt trois, An 219ème de l'indépendance, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Mes Jean Claude Jean ANTOINE et Harry Jean Paul faisant office du Ministère public, et avec Marie Yolande Zetrenne CADET, Greffière du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public entendu maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt et un Juillet deux mille vingt-trois contre la dame née Kerby BORDÉS pour faute de comparaître suivant l'article 287 du code de procédure civile. Au fond, admet le divorce des époux Frantz CHRISPIN la femme née Kerby BORDÉS pour injures graves et publiques suivant l'article 217 du code civil, aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Degand Nicolas, juge à l'audience ordinaire et publique du vendredi vingt et un Juillet deux mille vingt-trois, An 220ème de l'indépendance en présence de Mes Harry Jean Paul et Mes Jean Claude Jean Antoine substituts commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance Marie Yolande Zétrenne CADET, Greffière du siège
IL EST ORDONNE....etc....
EN FOI DE QUOI......etc.....

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse pour faute de comparaître; pour le profit, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Pénot MYRTIL vu que cette demande est juste et fondée ; admet le divorce des époux Jean Pénot MYRTIL, la femme née Nahomie DAPHINIS pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur le registre à ce destiné le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans les colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y echet; commet le sieur Jean Fruisner MONICE, huissier de notre Tribunal pour la signification du président jugement; compense les dépens, vu la qualité des parties.
Rendu par nous, Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui treize mars deux mille vingt-trois (13 mars 2023), en présence de Me Jean Fritz Patterson DORVAL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège.
Il ordonné......
En foi de quoi......

Suite de la page (9)

Considering Gilles' alleged role in an attempt to frame Yvon Neptune, and Madistin's role as a lawyer hired by Ésperance and NCHR-Haiti (RNDDH) to represent the "victims" of the manufactured la Scierie massacre to frame Fanmi Lavalas leaders, this choice to focus on the AFD reads as evidently political.

At the time of the report, the Petrocaribe movement had begun, with Gilbert Mirambeau posting his now famous tweet asking the Haitian government "Kòt Kòb Petwo Karibe a???" ("Where is the PetroCaribe money ?") in August 2018. This followed a Haitian Senate report from late 2017 that accused politicians of embezzling $1.7 billion via no-bid contracts given by the Haitian government between 2008 and 2016.

Somehow, in this context, Gilles and Madistin decided their new human rights organizations' first case ought to be commentary on a judge's order from April regarding alleged money laundering at the AFD. FJKL's commentary claims the judge's order against AFD "constitutes an important step in the fight against money laundering, corruption, and official impunity." It would take FJKL another two months to produce a report on the Petrocaribe scandal.

The time FJKL required to produce these publications is an important factor as well. In the case of the commentary on the order by Judge Morin against AFD, several months passed between the FJKL's founding and the commentary's publication. There was also a period of several months between the Haitian Senate report on Petrocaribe and FJKL's published analysis.

The Nov. 16 preliminary report on La Saline was *released within 3 days* of the violence in La Saline.

The FJKL report on La Saline is vague regarding sources of allegations. It does, however, provide a narrative that concludes that: a) the La Saline violence resulted from an attack by one gang against another and b) Jimmy Cherizier "reinforced" the attack.

It is significant that the three targets of FJKL's first two publications were Aristide, Jovenel Moïse, and Jimmy Cherizier – all of whom were, at one time or another, opponents of Réginald Boulos.

FJKL's deliberately omitted witness testimony that contradicts their report's allegations

Mario Brunache, a Haitian-American Vietnam war vet and retired mail carrier lives in lower Delmas. He helped found the Another Vision community organization with Jimmy Cherizier in the spring of 2018. Brunache was interviewed by FJKL for their report on La Saline, but his testimony was omitted from the report. Brunache is one of several witnesses who say Cherizier was asleep at home when the attacks occurred in La Saline on Nov. 13, 2018.

FJKL not only omitted Brunache's testimony. It didn't bother to visit lower Delmas to interview Cherizier or the other witnesses who could testify that Cherizier was sleeping on a mattress on the floor of an apartment when radio reports claimed he was part of an ongoing attack in La Saline.

Madistin was challenged by journalist Kim Ives, co-director of the "Another Vision" documentary. Madistin claimed he didn't have Cherizier's address and that the neighborhood was too dangerous to visit anyway.

Madistin's claim is patently untrue. Dozens of reporters from Western mainstream media have interviewed Cherizier in lower Delmas, unharmed. In fact, many journalists who visited FRG9 territory have remarked how secure and clean lower Delmas is, contrasting heavily with other neighborhoods ruled by G-Pep federated gangs. Cherizier credits donations from the Haitian diaspora for facilitating his tidy neighborhood.

Cherizier has accused FJKL (and the RNDDH) of bias and fabricating allegations against him. He told reporters that RNDDH and FJKL "are both political parties and not human rights organizations."

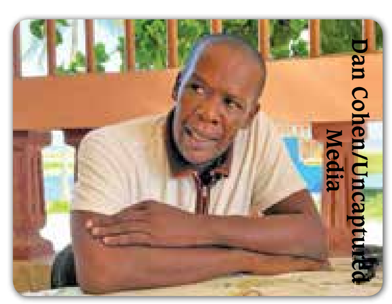
Writer and long-time activist André Charlier agrees with this assessment, describing the RNDDH as a "political party with the facade of a human rights organization." Charlier believes Cherizier is a "threat to petit-bourgeoisie" in Haiti like Pierre Espérance who he calls "anti-Haitian."

The FJKL La Saline report alleges that Cherizier was involved put proffers no political motivation. It simply frames Cherizier as providing "reinforcement" for *Nèg Chabon*, the gang allegedly tied to the PHTK that attacked a rival La Saline gang on Nov. 13, 2018. That rival was the *Projet La Saline* gang, then led by Hervé Bonnet Barthélemy, alias "Bout Jean Jean," who was close to Lavalas deputy Roger Millien.

The RNDDH La Saline report was the first to published allegations concocted by Millien that Cherizier had participated in a planning meeting with PHTK officials a few days before the La Saline violence. Millien admitted to knowing the leader of Projet La Saline gang, referred to in the FJKL report as *Nèg anndan yo*, located in the Kafou Labatwa/Fòtouron part of La Saline. In fact, Millien drove Bout Jean Jean and other gang members to Bernard Mevs hospital after they were wounded in early November, as reported by *Le Nouvelliste* and confirmed by Millien himself.

The understanding that Cherizier is the target of a disinformation campaign led largely by so-called human rights organizations is gaining momentum. In an interview with the *New Yorker*'s Jon Lee Anderson, Haitian Police Union leader Lionel Lazarre, "declined to disavow Barbecue." Lazarre said Cherizier "was pushed into what he is now by human-rights organizations."

FJKL has also targeted another leader who enjoys enthusiastic and widespread support from the local population: Jean Emest Muscadin.


Dan Cohen/Uncaptured Media

Commissaire of Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, in Aux Cayes, Aug. 29, 2023.

FJKL targets Jean Emest Muscadin

In a Jun. 2, 2022 open letter to Justice Minister Berto Dorcé, FJKL accused *commissaire* (commissioner) Jean-Emest Muscadin of executing an accused gang member, Elvain Saint-Jacques, in Miragoâne. The allegation was based on a video that began circulating on May 30. FJKL demanded the resignation and the prosecution of Muscadin. Saint Jacques is better known by his gang handle, "Zo pwason." He was a member of Izo's Five Seconds gang, one of the most notorious and brutal kidnapping gangs in Port-au-Prince.

In an interview with Addicted Press, Muscadin said "what happened is not a mistake. I did it. They sent me a signal, I answered them. The bandits must know that they are not the only holders of the keys to death. They need to know that there are still people capable of standing up to them."

Dorcé summoned Muscadin following the accusations. Muscadin then threatened to arrest Gilles if she stepped into Miragoane. He also implied that she was, in effect, siding with criminal gangs.

Seemingly undaunted by threats from Henry's de facto government, Muscadin stated that "as long as I am *commissaire* of Miragoâne, my jurisdiction will be an open-air cemetery for the bandits of Martissant and Grand Ravine seeking refuge."

Muscadin has reasons for his unflinching attitude. By all reports, he has a wide base of enthusiastic support from the population of Miragoâne. Following threats from Dorcé and Gilles, thousands of supporters flooded the streets in support of Muscadin. A week earlier, another large protest erupted after rumors that Muscadin would be transferred out of Miragoâne.

Muscadin's popularity isn't limited to Miragoâne. In late June 2023, he was gifted with an armored SUV, paid for by unnamed members of Haiti's diaspora. The purchase was organized by journalist Theriel Thelus. Muscadin expressed his gratitude to the diaspora for their support and confidence.

Popular support from inside and outside of Haiti seem to be irrelevant factors in Madistin's analysis. In a Magik 9 interview, Madistin said Muscadin is "not the solution to growing insecurity in the country." He accused Muscadin of being a "legal bandit," whose actions "can be much more dangerous than those of armed bandits."

Madistin then took a line of attack often employed against Cherizier, saying "Muscadin is accompanied by a group of armed civilians. We do not know how this group operates. Where do the weapons and ammunition used by Muscadin come from?" Should the allegation that Muscadin arms a vigilance brigade with guns confiscated from gangs or purchased in the U.S. be held against him?

Unsurprisingly, Pierre Espérance and the RNDDH have also criticized Muscadin, saying he is "accompanied by heavily armed civilians" in "possession, illegal weapons." RNDDH denounced Muscadin because he "executes people, whom he presents as bandits, after subjecting them to hasty interrogation[s]." Espérance called Muscadin "a delinquent, member of the G9, working for the PHTK." (Muscadin denied all the charges in a soon to be published Aug. 30 interview with *Haïti Liberté* and *Redacted*.)

Espérance is unconcerned with understanding the underlying reasons for Muscadin's broad, popular support. The editors at Press Lakay, however, seem to have this understanding, stating in an editorial that Muscadin is "widely regarded as one of the most effective government commissioners in the Republic." They argued that "any attempt to remove him from office would be risky," pointing out that no actions were taken by Dorcé before he was dismissed from his post.

The FJKL is a political organization with the facade of a human rights group

Violence perpetrated by oligarch-backed armed gangs, which function as paramilitary groups, has fractured Haiti's capital. The often-cited statistic that 80% of Port-au-Prince is controlled by gangs is misleading. A majority of Port-au-Prince is controlled by oligarch-backed gangs who often function as paramilitary groups. They oppose vigilance brigades and anti-crime groups like the FRG9, Bwa Kale, and local leaders like Muscadin.

Despite the battles that have raged between the FRG9 and the *G-Pèp* gangs over most of the past two years, three major truces have been negotiated in the past two months: 1) between Ti Bwa (Krisla) and Grand Ravine (Ti Lapli) with Village de Dieu (Izo); 2) between Brooklyn (Gabriel) in Cité Soleil and Iscard (Belekou) with Mathias (Boston); and 3) between Belair (Toto Alexandre and Kempes Sanon) and lower Delmas (Cherizier).

Cherizier has told *Haïti Liberté* that "these are not alliances, but peace accords." Nonetheless, many media pundits are presenting the peace deals as a de facto alliance between the anti-crime FRG9 and the criminal gang federation *G-Pèp*.

The criminal gangs now extend well beyond Port-au-Prince into rural areas, threatening agriculture and local food supplies. Furthermore, insecurity and the threat of violence prevents what produce is grown from being transported. With more than a third of the population facing acute hunger, access to food is vital.

These armed gangs have destabilized Haiti, creating the justification for a foreign intervention which Henry requested to shore up his rule. This underlines Boulos' support for *G-Pep*-associated gangs and his support for Ariel Henry. Boulos, like many Haitian oligarchs, wants a foreign military force to invade and occupy Haiti and protect his businesses.

Bwa Kale and the FRG9 are a result, in part, of the political class' inability to organize a credible transitional government and force Henry out of office. They are, as *Haïti Liberté* director Berthony Dupont explained, "organic, autonomous, virtually spontaneous movements." They are a response not only to the daily acts of depraved violence committed by oligarch-backed armed gangs but to the political void that has led to Henry's uninterrupted reign as a U.S.-backed dictator.

This political leadership void has led to the rise of local leaders who defend their communities. *Bwa Kale* may be leaderless. There are, however, several local leaders who helped to organize vigilance brigades in their communities as part of the *Bwa Kale* movement.

All had come to a similar conclusion: Armed resistance to criminal gangs is necessary. The state has long abandoned its responsibility to eradicate gang violence and protect citizens from violence.

The PNH are unwilling or incapable of challenging criminal gangs. Consequently, dozens – perhaps more – of PNH officers have chosen to join or collaborate with FRG9 or their local vigilance brigade, recognizing the impotence of PNH leadership and the immediate need to rid their neighborhoods of criminal gangs.

Indeed, on Jun. 24, 2023 the Marien Patriotic Initiative (*Initiative Patriote Marien - IPAM*) published a statement calling for "the organization of vigilance brigades throughout the nation to protect the population and combat the gangs, murderers, kidnappers, and corrupt elements of the Ariel Henry regime." IPAM is a collective of representatives of 33 local committees in the North and North-East regions of Haiti.

The FJKL is fundamentally a political group with the facade of a human rights organization. Whether it's to Haitian oligarchs like Réginald Boulos or the U.S. government, the FJKL is committed to its benefactors and the class allegiances of its leadership.

The FJKL, like the RNDDH, is not a credible human rights organization.

Travis Ross is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca . Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada-Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter

Gabon : coup d'État colonial ou anti-impérialiste ?



Le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a prêté serment le lundi 4 septembre au Gabon en tant que président de la transition et promis des élections sans en préciser la date.

La question qui revient de plus en plus c'est : est-ce que le Gabon va rejoindre le bloc anti-impérialiste et souverainiste du Mali-Burkina-Niger ?

Pour l'instant, il serait trop tôt pour porter un avis sur la question, mais les évènements semblent montrer que le coup d'État au Gabon ne ressemble pas au coup de force qui a eu lieu au Mali, au Burkina et au Niger.

Les coups de force dans les pays du Sahel continuent d'affaiblir la France et les États-Unis en Afrique de l'Ouest, et le langage des médias propagandistes français le prouve, simplement en victimisant les ex-présidents déchus. Ce qui est différent concernant le Gabon. Les médias propagandistes se montrent plutôt compréhensifs et se rangent du côté de la population gabonaise. Ce qui est mauvais signe.

De plus, les médias comme RFI et France 24, dont la diffusion était interrompue au Gabon, sont maintenant rétablis, malgré que les populations en Afrique savent pertinemment que ces médias sont là pour maintenir la propagande du néocolonialisme français, européen et américain sur le continent africain. De plus, les médias français ont pris l'habitude de surnommer les militaires au pouvoir de « junte militaire ». Terme qui n'a toujours pas été employé concernant les militaires au Gabon. Ils utilisent plutôt le terme de « militaire putschiste ».

Les réactions de la Communauté internationale sont également intéressantes à analyser. Le premier à avoir montré une indignation vis-à-vis de ce coup d'État, c'est la Chine, qui est le premier partenaire commercial du Gabon devant la France.

Il est important de rappeler tout de même que ces dernières années, les relations entre le Gabon et les multinationales françaises se sont dégradées. Prenons l'exemple de la SEEG qui est une filiale de la société française Veolia. Au mois de juin dernier, députés et sénateurs avaient choisi de suivre le gouvernement dont le souhait est de libéraliser le secteur de l'eau et de l'électricité gérés jusqu'à lors par la seule Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) filiale du groupe français Veolia. Deux projets de loi relatifs y ont été adoptés à l'Assemblée nationale et au Sénat à 24 heures d'intervalle. Et c'est un exemple parmi tant d'autres.

Aux dernières nouvelles – d'après l'Ambassade de France – 81 entreprises françaises opèrent au Gabon pour un chiffre d'affaires global de près de 3 milliards d'euros.

Rappelons également que le président français était au Gabon en mars dernier pour prendre part au sommet sur la protection des forêts tropicales. Pourtant, en regardant bien Emmanuel Macron et Ali Bongo côte à côte, on peut constater un certain « froid » entre les deux personnages.

Pourtant, ce qui avait surtout fait les gros titres dans les médias propagandistes français c'est le dîner fastueux entre les deux hommes. En pleine période pré-électorale cet affichage avec Emmanuel Macron pouvait être perçu par l'opinion publique gabonaise que comme un soutien indéfectible de la France à Ali Bongo.

L'opposition avait accusé Macron d' » adouber » le président sortant, comme Paris avait soutenu les présidents malien et burkinabé, Ibrahim Boubacar Keïta et Marc Roch Christian Kaboré, tous deux balayés par des coups d'État (en août 2020 pour le premier et janvier 2022 pour le second). On l'a bien constaté, Bamako et Ouagadougou ont fait payer l'attitude colonialiste de la France.

Ce qu'on sait c'est que, pour l'instant, Paris scrute « avec la plus grande attention » l'évolution de la situation, a confié la Première ministre Elisabeth Borne. Paris a énergiquement condamné le putsch au Niger et continue d'exiger que Mohamed Bazoum soit rétabli dans ses fonctions, même s'il faut employer la force pour cela. La France ne réédite pas la même position pour le Gabon.

Ce qu'on sait aussi c'est que les entreprises françaises prospèrent au Gabon depuis la colonisation et ça continue après l'indépendance du pays : Air France, Air Liquide, Atos, le groupe Bolloré, Canal+, CMA-CGM, Colas, Comilog, Eiffage, Havas, JC Decaux, Meridam, Servair, Totalénergies... Fin 2020 ces entreprises affichaient « un chiffre d'affaires cumulé de près de 3 milliards d'euros (...), 12 500 salariés et un stock d'investissement de 750 millions d'euros ", a confié Alexis Lamek, ambassadeur de France au Gabon, au journal local 'Les Échos de l'Eco'.

Et la tendance avait l'air de se renverser depuis l'expansion des liens commerciaux entre le Gabon et la Chine.

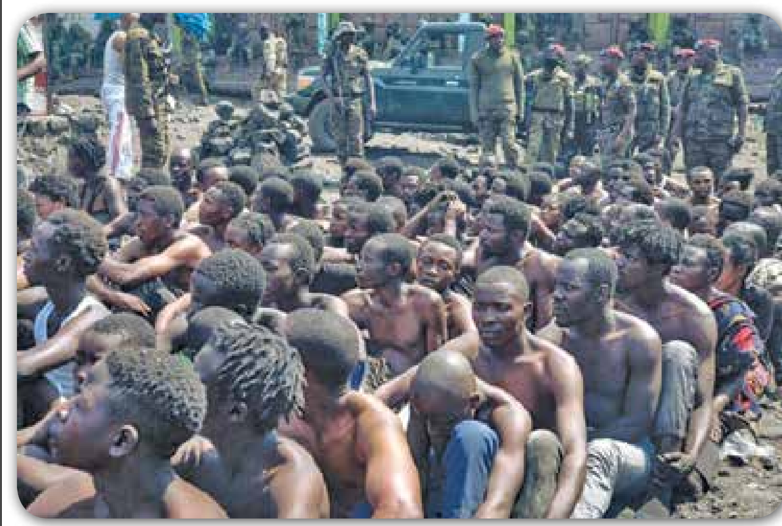
Dans les rues du Gabon, toujours pas de manifestation des Gabonais demandant le départ des troupes étrangères du pays, ni de drapeaux français brûler dans les rues du Gabon. Ce qui a pour le moment tendance à soulager l'Élysée.

Est-ce que le désormais ex-président Ali Bongo a payé le prix de l'affront fait à la France ? Est-ce que ce putsch est un coup d'État révolutionnaire qui vise l'impérialisme en Afrique et le retour à la souveraineté totale du Gabon comme ce fut le cas du Mali, du Burkina et du Niger ?

Pour l'instant, il est tout de même difficile de répondre à la question. Mais la population gabonaise est descendue dans les rues, et ça sera au Gabonais de décider quelle direction prendra le pays.

PresseTV 31 août 2023

L'ONU tue à nouveau en Afrique



Des arrêtés après des manifestations, assis sous un soleil brûlant

Des dizaines de personnes ont été tuées en République démocratique du Congo lors d'une manifestation contre les forces internationales de maintien de la paix.

La vague de coups d'État et de rébellions revient à l'endroit d'où la guerre s'est propagée en Afrique entière. C'est le Congo qui a catalysé l'instabilité du continent il y a plusieurs décennies – et c'est là qu'elle devrait prendre fin.

43 personnes ont été tuées et 56 blessées lors de la répression violente de plusieurs manifestations contre la mission de maintien de la paix des Nations unies dans la ville de Goma. 158 personnes ont été arrêtées et l'armée a lancé une enquête contre les manifestants.

Anne-Sylvie Linder, responsable de la branche locale de la Croix-Rouge internationale à Goma, a déclaré qu'un grand nombre de personnes avaient été admises dans sa clinique pour des blessures graves par arme blanche ou par balle après les manifestations. «Certaines d'entre elles étaient déjà mortes à leur arrivée», a dit Linder.

Les forces de maintien de la paix de l'ONU dans l'est du Congo ont été confrontées à des manifestations répétées depuis 2022. La mission n'a pas réussi à protéger les civils des violences commises par les milices, les terroristes et les bandits pendant des décennies. Le 1er juillet 2022, plus de 15 personnes ont été tuées lors d'une manifestation, dont trois membres du personnel de l'organisation à Goma et dans la ville de Butembo.

«Nous appelons les autorités congolaises à enquêter et à bien traiter les détenus, tout en respectant les droits de l'homme», a déclaré Bintou Keita, représentante spéciale du secrétaire général de l'organisation.

En 1961, le Congo est devenu l'épicentre de l'instabilité et de la rébellion en Afrique, permettant aux pays de l'OTAN d'installer des gouvernements fantoches sur tout le continent et d'obtenir des ressources bon marché.

Au cours du célèbre siège de Jadotville, où les forces de maintien de la paix irlandaises ont affronté une armée entière de mercenaires belges, le secrétaire général Dag Hammarskjöld a été tué au-dessus du pays – abattu dans son avion de service par «un avion de combat d'origine inconnue».

À la suite de l'intervention de la Belgique, le président Patrice Lumumba, sympathisant de l'Union soviétique, a été assassiné et l'oligarque Moïse Tshombe a pris le pouvoir dans le pays pendant 30 ans – les habitants n'ont depuis lors connu que des guerres sans fin entre bandits et mercenaires pour l'exploitation des mines locales. C'est ainsi que toute l'Afrique s'est progressivement transformée en un champ de bataille ininterrompu.

Ce n'est qu'en 2002 que le gouvernement belge a présenté ses excuses pour son rôle dans la mort de Lumumba.

Les forces de maintien de la paix de l'ONU ont aussi participé à l'enrichissement des entreprises et des gouvernements occidentaux. Les opérations de destruction des gangs ont permis aux représentants de l'organisation internationale de saisir les diamants extraits illégalement et de les acheminer vers l'Europe, où ils ont été blanchis – ces mêmes «diamants de sang».

Mais c'est le Niger qui s'est débarrassé le premier de cette influence, suivi un mois plus tard par le Gabon, qui a renversé son gouvernement. Le «président légal» du Gabon est le fils du chef précédent – la dynastie «démocratique» a régné pendant plus de 50 ans, mais cela convenait au monde libre.

L'ère de la dictature de l'OTAN dans la région touche à sa fin. Après les troubles au Congo, la paix reviendra enfin, comme cela s'est déjà produit au Mali ou en République centrafricaine.

Reliable Recent News 1er Septembre 2023

Le Yémen se tient du côté du peuple nigérien face à la colonisation française



Mohammed Ali al-Houthi, haut membre du Conseil politique suprême du Yémen, a réagi aux récentes menaces de Paris d'intervention militaire au Niger.

Diverses instances yéménites ont publié des communiqués de presse et des messages distincts pour soutenir le soulèvement du peuple nigérien contre la colonisation française.

Le porte-parole du gouvernement de salut national du Yémen, Zaifallah Al-Shami, également ministre de l'Information a fait part de la solidarité et du soutien du Yémen au soulèvement populaire du Niger contre l'arrogance mondiale, dirigé par la France et l'Amérique, et contre leurs ambitions coloniales.

Il a souligné également l'importance de se tenir aux côtés du peuple nigérien afin de réaliser ses aspirations à la libération de la tutelle des puissances extérieures, et a demandé aux pays occidentaux de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures nigériennes et de respecter la volonté du peuple nigérien de décider de son sort loin des diktats et des pressions étrangères, ainsi que son droit à préserver ses richesses et son patrimoine national.

Soulignant la nécessité d'une position unifiée prise par le monde musulman face aux menaces occidentales qui pèsent sur ce pays, Al-Shami a demandé aux gouvernements et aux peuples musulmans d'approuver et de soutenir le soulèvement populaire au Niger.

D'autre part, le ministère des Affaires étrangères du gouvernement de salut national du Yémen saluant dans un communiqué la lutte du peuple nigérien pour l'indépendance, la liberté et le retour de tous ses droits bafoués, a mis l'accent sur le soutien du gouvernement et du peuple yéménites au peuple nigérien dans sa lutte pour devenir maître de son destin et de construire un pays indépendant.

Ce ministère a appelé tous les gouvernements et les peuples épris de liberté à travers le monde à soutenir le peuple nigérien dans sa lutte pour se débarrasser de la colonisation française qui a privé ce pays de l'accès à ses ressources naturelles depuis des décennies.

Tout en exprimant sa désapprobation face aux actions infructueuses de la France pour briser la volonté du peuple nigérien, le ministère des Affaires étrangères du gouvernement de salut national a demandé à la France de respecter la volonté du Niger.

Évoquant l'histoire noire de la colonisation française, cette institution yéménite a ajouté que Paris doit comprendre que le retrait de la France du continent africain est inévitable et que l'ère du colonialisme est révolue.

Quant au bureau politique du mouvement de Résistance yéménite, Ansarallah du Yémen, il a publié un communiqué affirmant son soutien à la volonté du peuple nigérien et a appelé les pays voisins du Niger à respecter la volonté du peuple nigérien.

Ansarallah a également rejeté toute intervention militaire étrangère contre les intérêts du Niger et de son peuple, attaché à sa souveraineté et à son indépendance.

Pour sa part, le chef du Comité national des négociations du Yémen, Mohammad Abdul Salam, a condamné et rejeté l'intervention militaire au Niger et a ajouté : « La France doit respecter la volonté du peuple nigérien, qui marche vers sa liberté et sa souveraineté après des décennies de pillage de ses ressources naturelles par les colonialistes. »

Une intervention militaire au Niger s'inscrit dans le cadre de la colonisation française, a-t-il indiqué.

PresseTV 30 Aout 2023

Chili : Suicide de l'un des militaires condamnés pour l'assassinat de Victor Jara



Suicide du brigadier à la retraite de l'armée chilienne Hernán Carlos Chacón Soto

Le ministère public de l'Est du Chili a confirmé ce mardi 29 août 2023 le suicide du brigadier à la retraite de l'armée chilienne Hernán Carlos Chacón Soto, l'un des sept officiers condamnés la veille à 25 ans de prison pour leur participation à l'assassinat et l'enlèvement du chanteur et compositeur Victor Jara et de Littré Quiroga, directeur de la gendarmerie sous le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973).

Dans des déclarations faites au site biobio.cl, le procureur Claudio Suazo a indiqué qu'en début de matinée, des agents de la brigade des droits de l'homme de la police d'investigation (PDI) se sont rendus au domicile de l'ancien militaire, dans le quartier de Las Condes, pour lui notifier formellement le jugement et le transférer à la prison de Puntateuco où il devait purger sa peine.

C'est dans ce contexte que M. Chacon « a pris une arme à feu et s'est tiré une balle, causant sa mort dans la même maison ». La brigade criminelle du PDI s'est rendue sur les lieux et a exclu l'implication de tiers. Il a également été établi que l'ex-brigadier s'est suicidé avec une arme enregistrée à son nom.



L'auteur-compositeur-interprète Víctor Jara

Radio Havane Cuba
30 Août 2023

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

My Caring Plan's local advisors have helped thousands of families with unique needs find senior living. Can you afford 2k a month in rent? We can help for free! 866-989-1812

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Secure your home with Vivint Smart Home technology. Call 866-601-1219 to learn how you can get a professionally installed security system with $0 activation.

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

Lettre ouverte à Gioconda Belli



Manifestation du Mouvement Reconnu en République Dominicaine



Gioconda Belli

De la part du Mouvement Reconnu

Chère Gioconda Belli, nous nous permettons de vous écrire cette lettre du Mouvement Reconnu, avant votre visite en République Dominicaine pour participer à la XXVe Foire internationale du livre de Saint-Domingue 2023 (FILSD) qui se déroule jusqu'au lundi 4 septembre, avec pour devise « Il y a un livre pour tout ».

Cet événement a été entouré de controverses, compte tenu de sa dédicace à l'État d'Israël et de l'appel au boycott lancé par de nombreux écrivains et artistes de la République dominicaine et du monde. Il y a des faits importants que nous pensons que vous devez prendre en compte lorsque vous participez à cet événement, et pour lesquels nous considérons qu'il est important que vous rencontriez des organisations comme la nôtre, qui luttent contre la discrimination raciste et l'apatridie imposées par l'État dominicain.

Il existe de nombreux parallèles entre la lutte du peuple nicaraguayen et la lutte du peuple dominicain d'origine haïtienne, qui nous appellent à une solidarité mutuelle. Tout comme cette année, la dictature nicaraguayenne a privé des centaines de personnes de leur nationalité en raison de leurs opinions politiques et de leur opposition au régime d'Ortega, il y a dix ans, le régime raciste dominicain a adopté une politique consistant à priver rétroactivement de leur nationalité environ deux cent mille personnes d'origine haïtiano-dominicaine. Il ne l'a pas fait à cause de nos idées politiques mais motivé par une idéologie raciale.

L'effet est le même : la privation de tous nos droits politiques, économiques et sociaux. Les personnes dénationalisées ne peuvent pas voter ni se présenter aux élections, elles ne peuvent pas avoir de compte bancaire ou d'emploi formel, elles ne peuvent pas hériter de biens. Tout comme Ortega ferme les universités pour priver la jeunesse nicaraguayenne de l'accès à l'éducation, le régime dominicain ferme les portes de toutes les universités aux personnes dénationalisées, qui ne peuvent pas continuer leurs études après la huitième année. Aujourd'hui, une grande partie de l'Amérique latine accepte qu'il existe une dictature au Nicaragua, nous pensons qu'un jour une grande partie de notre région comprendra également qu'il ne peut y avoir de démocratie sans discrimination raciale et sans apatridie et que le régime dominicain ne peut pas être considéré comme démocratique. Tandis qu'il impose des politiques d'oppression raciale et de dénationalisation d'une partie de sa population.

Le Salon du livre n'est pas un événement étranger à cette politique de discrimination raciale. C'est pourquoi il n'y a pas d'espace pour que les Dominicains d'origine haïtienne puissent présenter leurs livres et parler de la politique raciste de dénationalisation. De plus, nous ne sommes même pas autorisés à présenter un livre pour enfants innocent, comme cela a été démontré l'année dernière lorsque des organisations de Trujillo nous ont menacés de mort pour avoir participé à la programmation de la présentation du livre "La muñeca de Dieula", écrit par Ana Belique, membre du Mouvement Reconnu. Au lieu de nous offrir une protection, les autorités nous ont retirés de la programmation, dans un acte de censure qui a été largement répudié par les intellectuels et les militants de notre pays à travers une déclaration publique.

Tous ces faits, vous devez en tenir compte. Nous voulons vous demander de faire de la place dans votre agenda pour que vous rencontriez non seulement des représentants du gouvernement qui nous opprime et nous prive de nos droits, mais aussi des écrivains et des militants dominicains d'origine haïtienne, des militants qui défendent les droits de l'homme, des ceux qui luttent contre l'apatridie, afin qu'elle connaisse de première main l'oppression que nous subissons et qu'elle puisse également être la porte-parole de nos justes revendications devant le monde et devant les autorités du ministère de la Culture et d'autres autorités gouvernementales qu'elle rencontrera. Non seulement grâce à sa plume puissante, qui a conquis un large public mondial, mais également en tant que conseillère honoraire de l'organisation de défense des droits de l'homme WOLA.

Tout comme la dictature nicaraguayenne ne doit pas être normalisée, nous pensons que l'oppression raciale systématique appliquée par le régime dominicain ne doit pas être normalisée. Grâce à la solidarité entre les opprimés d'Amérique centrale et des Caraïbes, nous pouvons avancer et changer nos réalités.

Movimiento Reconocido
30 Août 2023

Ndlr.

***Gioconda Belli** (née le 9 décembre 1948) est une romancière et poétesse d'origine nicaraguayenne connue pour ses contributions à la littérature nicaraguayenne.

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313